



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 13 JUIN 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 13TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"A. A. Drouin Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de mai 1942, constituant en corporation: Arthur-Albert Drouin, marchand, Dame Louisa Bourgeois, épouse contractuellement séparée de biens du dit Arthur-Albert Drouin et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Henri Drouin, avocat, tous trois d'Amos, dans le district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaire comme marchands généraux, de gros et de détail, en qualité de principaux, de courtiers, ou d'agents, de mandants, ou de mandataires, à commission ou autrement;

Faire le commerce d'entrepreneurs généraux, et passer des contrats pour construire, exécuter, posséder, et faire toutes sortes de travaux publics ou privés;

Faire le commerce du bois, de toutes catégories, couper, fabriquer ou vendre le bois, ses produits ou ses sous-produits, sous le nom de "A. A. Drouin Incorporée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administrative.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Letters Patent

"A. A. Drouin Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1942, incorporating: Arthur Albert Drouin, merchant, Dame Louisa Bourgeois, wife separate as to property by marriage contract of the said Arthur Albert Drouin, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Henri Drouin, advocate, all three of Amos, in the district of Abitibi, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, wholesale and retail, as principals, brokers, agents, employers, mandatories, on commission or otherwise;

To carry on business as general contractors, and to enter into contracts to construct, perform, own, and undertake all kinds of public or private works;

To deal in lumber, in all its lines, cut, manufacture or sell lumber, its products or its by-products, under the name of "A. A. Drouin Incorporée", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Amos, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de mai 1942.

L. DÉSILETS,
1287-0 Assistant-procureur général.

The head office of the company will be at Amos, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
1287 Deputy Attorney General.

"La Cie Place Sans Bruit, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de mai 1942, constituant en corporation: Evariste Rochette, (C.G.A.) comptable, Raymond Cossette, notaire, et Joseph Martel, agent-vendeur, tous trois des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'immeubles en général; acheter, vendre, administrer ces immeubles et faire toutes choses nécessaires et utiles à cet objet, sous le nom de "La Cie Place Sans Bruit, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de mai 1942.

L. DÉSILETS,
1288-0 Assistant-procureur général.

"La Cie Place Sans Bruit, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1942, incorporating: Evariste Rochette, (C.G.A.), accountant, Raymond Cossette, notary, and Joseph Martel, sales agent, all three of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general real estate business; to purchase, sell, manage such immovables and do anything which may be necessary and useful for this purpose, under the name of "La Cie Place Sans Bruit, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be in the City of Quebec, District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
1288 Deputy Attorney General.

"Lynn MacLeod Metallurgy Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mai 1942, constituant en corporation: Henry Judah Trihey, Conseil en Loi du Roi, Patrick Mullin, gérant, et Emmett McManamy, procureur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de fabricants et fondeurs en acier, maîtres de forges, fondeurs et manufacturiers de métal et métaux de toutes sortes, du minéral aux produits finis d'iceux, faire la fonte de métaux d'aucune sorte et description, y compris tous les travaux s'y rapportant et exercer les métiers ou commerces de métallurgistes et mécaniciens dans toutes leurs spécialités respectives;

Manufacturer, extraire, produire, préparer, couler, fondre, réduire, affiner, polir, amalgamer, manipuler, acheter, vendre, faire le commerce, travailler, emmagasiner, transporter et installer aucune ou toutes sortes de métaux, du minéral aux produits finis d'iceux, y compris le cuivre et le bronze dans tous leurs degrés et aucun ou tous articles, matériaux ou choses totalement ou partiellement composés d'acier, fer, cuivre, étain, bronze, laiton, aluminium ou autres métaux et tous produits ou sous-produits d'iceux, sous le nom de "Lynn-MacLeod Metallurgy Limited", avec un capital total de quatre-vingt dix-neuf mille dollars (\$99,000), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Les Mines, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce six mai 1942.

L. DÉSILETS,
1289 Assistant-procureur général.

"Lynn MacLeod Metallurgy Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1942, incorporating: Henry Judah Trihey, King's Counsel, Patrick Mullin, Manager, and Emmett McManamy, Attorney, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of steel makers and founders, iron masters and founders and manufacturers of metal and metals of all kinds from ore to the finished products thereof, to make castings of metal of every form and description including all the works incidental thereto and to exercise the trades or business of metallurgists and mechanics in all their respective branches;

To manufacture, extract, produce, prepare, cast, smelt, reduce, refine, dress, amalgamate, manipulate, purchase, sell, deal in, work, store, convey and install any or all kinds of metals from the ore to the finished products thereof, including brass and bronze in all stages thereof and all or any articles, materials or things consisting of or partially consisting of steel, iron, copper, tin, bronze, brass, aluminum or other metals and all products or by-products thereof, under the name of "Lynn MacLeod Metallurgy Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.), divided into nine hundred and ninety (990) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, in the District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
1289-0 Deputy Attorney General.

"New Calumet Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mai 1942, constituant en corporation: Alastair MacAdam Watt, Lindsay Harold Place, avocats, tous deux de la ville de Pointe-Claire, province de Québec, Galen Lee Prime, secrétaire, Margaret Jost et Gabrielle Dorval, toutes deux sténographes, filles majeures, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "New Calumet Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'un dollar (\$1) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huit mai 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1290

"New Calumet Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1942, incorporating: Alastair MacAdam Watt, Lindsay Harold Place, Advocates, both of the Town of Pointe Claire, in the Province of Quebec, Galen Lee Prime, Secretary, Margaret Jost and Gabrielle Dorval, both Stenographers, Spinsters of the full age of majority, all three of the City and District of Montreal in the Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelter, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "New Calumet Mines Limited (No Personal Liability)", with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1290-o

"René Paradis Broadcasting Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de mai 1942, constituant en corporation: Alexandre Papineau Mathieu, membre du Barreau de la province de Québec, Conseiller du Roi, de la cité de Westmount, district de Montréal, Dolorès Morrissette, fille majeure, usant de ses droits, et Georgette Marien, secrétaire et fille majeure, toutes deux de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

D'acquérir par achat, par bail, par licence, par convention, les compositions littéraires, les chansons, les sketches, ou toute autre composition, avec ou sans musique, ainsi que privilège et le droit de donner ces compositions, revues, chansons, sketches au public pour un gain, dans les salles de vues animées, dans les salles de concert, à la radio, sur disques de phonographes, pianos, pianos automatiques, boîtes musicales, dans les revues, dans les représentations théâtrales, dans les expositions ou à tout autre endroit où le public à accès, et avec les orchestres, ou fanfares, ou individus. Aussi dans les salles de réunion, dans les collèges, les cafés, les restaurants.

D'agir comme agent pour les auteurs, et compositeurs de chansons ou toutes compositions et d'obtenir et de demander pour eux, l'enregistrement de droit d'auteurs pour toutes compositions, chansons, revues ou sketches, faire enregistrer leur droit conformément à la loi d'auteurs du Canada et faire des arrangements avec eux pour commercialiser les dites compositions, sous le nom de "René Paradis Broadcasting Corporation", avec un capital total de quatorze mille dollars (\$14,-

"René Paradis Broadcasting Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1942, incorporating: Alexandre Papineau Mathieu, member of the Bar of the Province of Quebec, King's Counsel, of the city of Westmount, district of Montreal, Dolorès Morrissette, spinster, in the use of her rights, and Georgette Marien, secretary and spinster, both of the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, license, agreement, any literary compositions, songs, sketches or any other composition, with or without music, as well as the privilege and any right to present such compositions, reviews, songs, sketches to the public for gain, in moving picture halls, concert halls, by radio, on phonograph records, pianos, automatic pianos, musical boxes, in reviews, in theatrical representations, exhibitions or any other place to which the public has access, and with orchestras, bands or individuals. And also in meeting halls, colleges, cafés, restaurants;

To act as agent for authors, composers of songs or any compositions and to obtain and request for them, the registration of copyrights for any compositions, songs, reviews or sketches, to register their right in accordance with the Canadian Copyright Act, and make arrangements with them to commercialize the said compositions, under the name of "René Paradis Broadcasting Corporation", with a total capital stock of fourteen thousand dollars (\$14,000), divided into

000.00), divisé en quatorze mille (14,000) actions d'un dollar (\$1.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de mai 1942.

L. DÉSILETS,
1291-0 Assistant-procureur général.

"Rio Dress Shops Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 9 mai 1942, constituant en corporation: Harold Lande, Eli Michael Berger et Clarence Reuben Gross, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général les opérations qui consistent à manufacturer et vendre en gros et en détail des vêtements pour dames et de la lingerie et des robes de toutes sortes, nature et descriptions, soit prêtes à porter ou faites sur mesure, pour dames, y compris robes de maison, vêtements de sport, blouses et costumes de plage de toutes sortes, et à cette fin, acheter, vendre et manufacturer des tissus et de la lingerie et des vêtements de toute nature pour dames, façons, tailles ou formes, ou de toute manière ou nature que ce soit, et acquérir ou vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger ou autrement exercer le commerce de tous biens, marchandises, tissus de toutes sortes nécessaires à la poursuite générale du commerce, fabrication et vente de vêtements, lingerie et robes pour dames, ou pour aucune de leurs spécialités;

acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles; vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, disposer de ou autrement exercer le commerce de biens immeubles, ou d'aucune partie d'iceux, et développer, améliorer et diviser tels biens en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou, autrement; et exploiter aucun des biens immeubles, et vendre leurs produits ou en disposer, sous le nom de "Rio Dress Shops Ltd.", avec un capital total de sept mille dollars, (\$7,000), divisé en soixante-dix (70) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social des affaires de la compagnie est dans la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le 9 mai 1942.

L. DÉSILETS,
1292 Assistant-procureur général.

"Smith's Investment Corporation Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mai 1942, constituant en corporation: Jack Rudner, avocat, Harold Erdrich, avocat, et Harry Rudner, vendeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, location ou aucun autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, faire usage et avoir la jouissance, ou autrement faire le commerce et faire valoir, et vendre, louer, échanger ou

fourteen thousand (14,000) shares of one dollar (\$1) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is five thousand dollars (\$5,000), divided into five thousand (5,000) shares of one dollar (\$1) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
1291 Deputy Attorney General.

"Rio Dress Shops Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1942, incorporating: Harold Lande, Eli Michael Berger and Clarence Reuben Gross, Advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the general business of manufacturing and selling both wholesale and retail ladies' clothing and ladies' lingerie and dresses, both ready made and made to measure, of all sorts, kinds and descriptions, including housecoats, sports wear, blouses and beach wear of all kinds, and to that end to buy, sell and manufacture fabrics and lingerie and ladies' clothing in any nature, way, shape or form, or by any means or kind whatsoever, and to acquire or sell, hypothecate, lease, convey, exchange or otherwise deal in any assets, merchandise, material of any kind necessary for the general prosecution, manufacture and selling of ladies' clothing and lingerie and dresses, or for any branch thereof;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate; to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise; to farm any such real estate, and to sell or dispose of the products thereof, under the name of "Rio Dress Shops Ltd.", with a total capital stock of seven thousand dollars (\$7,000.), divided into seventy (70) shares of common stock of one hundred dollars (\$100.) each.

The chief place of business of the company to be in the City of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
1292-0 Deputy Attorney General.

"Smith's Investment Corporation Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1942, incorporating: Jack Rudner, Advocate, Harold Erdrich, Advocate, and Harry Rudner, Salesman, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title, and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and

autrement transférer et disposer de propriétés immobilières ou d'intérêts en icelles, et de bâtisses ou autres structures dessus érigées, et autres biens mobiliers et immobiliers de toutes sortes et descriptions et les droits sur tels biens;

Construire, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes sortes de bâtisses et structures qui seront utilisées à toutes fins, avec ensemble toutes sortes de commodités, usuelles ou nécessaires ou qui peuvent être avantageusement fournies relativement à icelles ou dont on peut disposer à ces fins, sous le nom de "Smith's Investment Corporation Ltd.", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars (\$99,900), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du procureur général, ce premier mai 1942.

1293 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Société d'Étude et de Conférences"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de mai 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Révérend Père M.-Ceslas Forest, religieux de l'Ordre de Saint Dominique, Madame Yvonne Charette, épouse contractuellement séparée de biens d'Eustache Letellier de Saint-Just, journaliste, et le dit Eustache Letellier de Saint-Just pour autoriser sa dite épouse, et Madame Simone Blais, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Brossard, avocat, et le dit Roger Brossard pour autoriser sa dite épouse, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir et protéger de toutes manières, la culture des arts, des sciences et des lettres;

Donner des cours, conférences, causeries, concerts, représentations, octroyer des prix, des bourses, organiser des concours, des expositions, des musées, former des cercles d'étude, publier des livres, revues, brochures, tracts, circulaires, sous le nom de "Société d'Étude et de Conférences".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de mai 1942.

1294-o L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Sunnyside Camp"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mai 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Docteur Moses Mayoff, médecin, David Geller, M.A., mademoiselle Ruth Goldstein et mademoiselle Ethel Redmond, tous trois instituteurs, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, maintenir et conduire, sans distinction de secte, des camps d'été pour garçons et filles, et, dans ce but, procurer et maintenir les

dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, and other moveable and immovable property of all kinds and descriptions and rights in such property;

To build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences, usual or necessary or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith, under the name of "Smith's Investment Corporation Ltd.", with a total capital stock of ninety-nine thousand nine hundred dollars (\$99,900.), divided into nine hundred and ninety-nine (999) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the District of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1942.

1293-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Société d'Étude et de Conférences"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Father M.-Ceslas Forest, religious of the Order of Saint Dominique, Madame Yvonne Charette, wife separate as to property by marriage contract, of Eustache Letellier de Saint-Just, journalist, and the said Eustache Letellier de Saint-Just, to authorize his said wife, and Madame Simone Blais, wife separate as to property by marriage contract, of Roger Brossard, advocate, and the said Roger Brossard, to authorize his said wife, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote and protect in every way, the culture of art, science and letters;

To give courses, lectures, talks, concerts, performances, to award prizes, scholarships, organize competitions, exhibitions, museums, form study circles, publish books, reviews, pamphlets, tracts, circulars, under the name of "Société d'Étude et de Conférences".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may possess, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.).

The head office of the corporation will be in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1942.

1294 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Sunnyside Camp"

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1942, incorporating as a corporation without share capital: Dr. Moses Mayoff, Physician, David Geller, M. A., Miss Ruth Goldstein and Miss Ethel Redmond, all three School-Teachers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To provide, maintain and conduct non-sectarian summer camps for boys and girls, and in connection therewith, to provide and maintain

moyens de faciliter l'éducation, la récréation, l'amusement et l'instruction de tous les garçons et filles qui fréquentent ces camps:

Employer des instituteurs et un personnel qualifiés pour la conduite desdits camps;

Admettre les garçons et filles à ces camps, gratuitement, ou à des conditions qui seront déterminées de temps à autre, sous le nom de "Sunnyside Camp".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars (\$100,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onze mai 1942.

L. DÉSILETS,
1295 Assistant-procureur général.

means and facilities for the education, recreation, amusement and instruction of all boys and girls in attendance at such camps;

To employ qualified teachers and personnel for the purpose of conducting the said camps;

To admit boys and girls to such camps gratuitously or upon such terms as may from time to time be agreed upon, under the name of "Sunnyside Camp".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
1295-o Deputy Attorney General.

"Val Barette Woollen Mills Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mai 1942, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irene Rubin, sténographe, fille majeure, et Nathan Fish, notaire, tous trois de la cité de Montréal, et John Herschorn, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à carder, filer, doubler, tisser, tricoter, préparer, nettoyer, blanchir, teindre, adapter, composer, finir, convertir, cultiver, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de laine, soie, satin, crêpe de Chine, coton, lin, chanvre, jute, laine, poils, soie et autres substances fibreuses, fil, filés, draps, marchandises, tissus et autres textiles, tissés, tricotés, mis en filet, crochetés, feutrés ou autrement, sous le nom de "Val Barette Woollen Mills Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme district de Terrebonne, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce douze mai 1942.

L. DÉSILETS,
1296 Assistant-procureur général.

"Val Barette Woollen Mills Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1942, incorporating: Michael Garber, Advocate, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Advocate, Irene Rubin, Stenographer, Spinster, and Nathan Fish, Notary, all three of the City of Montreal, and John Herschorn, Advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of carding, spinning, doubling, weaving, knitting, preparing, scouring, bleaching, dyeing, adapting, compounding, finishing, converting, growing, manufacturing, buying, selling, importing, exporting and otherwise dealing in wool, silk, satin, crepe de Chine, cotton, flax, hemp, jute, wool, hair, silk and other fibrous substances, yarns, threads, cloths, goods, fabrics and other textiles, woven, knit, netted, looped, felted or otherwise, under the name of "Val Barette Woollen Mills Ltd."

The capital stock of the company is divided into 200 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be one thousand dollars.

The head office of the company will be at St. Jérôme, in the District of Terrebonne, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
1296-o Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Lanrol Motors Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour de mai 1942, changeant le nom de la compagnie Grenier Motors Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1933, sous le nom de "Hudson, Grenier Motors Limited", en celui de "Lanrol Motors Limited".

"Lanrol Motors Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1942, changing the name of the company "Grenier Motors Limited", incorporated by letters patent bearing date the twenty-seventh day of November, 1933, under the name of "Hudson, Grenier Motors Limited", to that of "Lanrol Motors Limited".

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de mai 1942.

L. DÉSILETS,
1297-o Assistant-procureur général.

"Parkdale Homes Development Corp."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 34 et suivants, 45 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huit mai 1942, à la compagnie "Parkdale Homes Development Corp.", ratifiant son règlement numéro 42 modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huit mai 1942.

L. DÉSILETS,
1298 Assistant-procureur général.

"Regal Investments Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douze mai 1942, changeant le nom de la compagnie "Payette Vanier Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-huit avril 1933, sous le nom de "Payette Vanier Limited" en celui de "Regal Investments Limited".

Daté du bureau du procureur général, ce douze mai 1942.

L. DÉSILETS,
1299 Assistant-procureur général.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
1297 Deputy Attorney General.

"Parkdale Homes Development Corp."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 34 and following, 45 and following, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of May, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Parkdale Homes Development Corp.", ratifying its By-Law Number 42 modifying the privileges attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
1298-o Deputy Attorney General.

"Regal Investments Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of May, 1942, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the "Payette Vanier Limited" Company, incorporated by letters patent, bearing date the eighteenth day of April, 1933, under the name of "Payette Vanier Limited" to that of "Regal Investments Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
1299-o Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province of Québec.

Province of Québec.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF SAINT-HENRI-DE-TAILLON

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 2 juin 1942 a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de la paroisse de Saint-Henri-de-Taillon, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à St-Henri-de-Taillon, le TROIS JUILLET 1942 à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes consolidées et toutes les taxes non consolidées imposées et devenues exigibles avant le 1er octobre 1941 auront été payées avant le moment de la vente.

Número d'ordre.—Nom du propriétaire et description

1. Dame Joseph St-Pierre:
 - a) Le lot numéro 14-E du rang 1.
 - b) Un terrain mesurant 12 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur et, à la profondeur de 100 pieds, 62 pieds de largeur sur 25 pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro 14-B du rang 1, borné au nord, partie au chemin public pour la largeur de 12 pieds et partie à l'emplacement ou lot numéro 14-E, pour la largeur de 50 pieds; à l'est, au terrain de Louis Ouellet

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 2nd June, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables herein-after designated, in payment of arrears of taxes due the corporation of the parish of Saint-Henri-de-Taillon, with interest and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction, in the Council Hall, at St-Henri-de-Taillon, on the THIRD of JULY, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale, the immovables whereon all payments due for consolidated taxes and all non-consolidated taxes levied and due before the first of October, 1941, shall have been paid before the sale.

Numerical Order.—Name of Owner and description.

1. Dame Joseph St-Pierre:
 - a) Lot No. 14-E of range 1.
 - b) A lot of land measuring 12 feet in width by 100 feet in depth and, at the depth of 100 feet, 62 feet in width by 25 feet in depth, forming part of lot number 14-B of range 1, bounded on the north, partly by the public road for the width of 12 feet and partly by the emplacement or lot No. 14-E, for the width of 50 feet; on the East, by the land of Louis Ouellet or repre-

Numéro d'ordre.—Nom du propriétaire et description

ou représentants; au sud, au résidu du lot numéro 14-B et à l'ouest, partie au lot numéro 14-E sur une profondeur de 100 pieds et partie au lot numéro 14-F, sur une profondeur de 25 pieds.

2. Léonce Plourde.—Un emplacement de 90 pieds de front sur 90 pieds de profondeur faisant partie du lot numéro 15-A du rang 1, borné au nord-est au chemin de front; au nord-ouest, au lot numéro 16-D; au sud-est et au sud-ouest, au résidu du lot numéro 15-A.

3. Paul Vézina.—Les lots numéros 16-H et 16-I du rang 1.

4. Vincent de Paul Bouchard.—Le lot numéro 12-A du rang 2.

5. Philippe Gauthier.—Un terrain étant une partie du lot numéro 15-A du rang 2, ayant 175 pieds de largeur sur 225 pieds de profondeur, borné à l'est à la route de l'église, au sud, à l'ouest et au nord au terrain de Marius Harvey ou représentants. Ce terrain comprend toute l'élévation formée par le cran situé à environ 350 pieds du trait-carré des rangs 1 et 2.

6. Albert Bouchard.—Un terrain comprenant la partie sud du lot 15-A du rang 2 borné au sud au chemin public, à l'est à la route de l'église, au nord, à la demie profondeur du rang 2 ou au terrain de Arthur Dallaire et à l'ouest par les lots numéros 15-B, 15-C et 15-D, sauf à distraire:—

a) Un emplacement appartenant à Philippe Gauthier, ayant 175 pieds de largeur sur 225 pieds de profondeur, borné à l'est à la route de l'église; au sud, à l'ouest et au nord au terrain de Marius Harvey ou représentants. Ce terrain comprend toute l'élévation formée par le cran situé à environ 350 pieds du trait-carré des rangs 1 et 2.

b) Un emplacement appartenant à la corporation de la paroisse de St-Henri-de-Taillon ayant 75 pieds de largeur sur 75 pieds de profondeur et borné au sud au chemin public; à l'est, à la route de l'église, au nord et à l'ouest au terrain dudit Albert Bouchard.

7. Phydime Côté.—Le lot numéro 15-C du rang 2.

8. A.-G. Tremblay.—Les lots numéros 15-B, 15-F et 15-I du rang 2.

9. Joseph Pilote.—Les lots numéros 15-G et 15-H du rang 2.

10. Mme Vve Joseph Larouche.—Les lots numéros 17-C et 17-D du rang 2.

11. Edgar Tremblay.—Un emplacement faisant partie du lot numéro 17-A du rang 2 mesurant environ 75 pieds de largeur par 125 pieds de profondeur, borné au sud, au chemin public; à l'est, au lot numéro 17-E, au nord et à l'ouest au lot numéro 17-A.

12. Ovilla Larouche:

a) Un emplacement faisant partie de la partie nord du lot numéro 25 du rang 2 mesurant environ 100 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur et borné au nord au chemin public; à l'est, à la ligne de division des lots 24-B et 25; au sud et à l'ouest par le résidu du lot 25, partie nord.

b) Les lots numéros 23-B et 24-B du rang 3.

13. Alfred Goulet.—Le lot numéro 29 du rang 4.

14. Mme Vve Arthur Tremblay.—Le lot numéro 30 du rang 4, sauf à distraire un emplacement mesurant deux arpents en superficie, borné, ledit emplacement au nord au chemin public, à l'ouest au lot numéro 31, au sud et à l'est au résidu dudit lot numéro 30.

15. Charles-Edouard Bouchard.—Le lot numéro 5 du rang 5, sauf à distraire, en faveur de Saguenay Transmission Company Limited les droits de passage sur une lisière de 300 pieds pour une ligne de transmission d'énergie électrique.

Tous ces lots ou parties de lots sont connus et désignés au cadastre officiel du canton Taillon et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux-dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Henri-de-Taillon, ce 28ème jour de mai 1942.

Le secrétaire-trésorier,
1251—23-2-o WENCESLAS SIMARD.

Numerical Order.—Name of Owner and description.

sentatives; on the south, by the residue of lot No. 14-B and on the west, partly by lot No. 14-E for a depth of 100 feet and partly by lot No. 14-F, for a depth of 25 feet.

2. Léonce Plourde.—An emplacement of 90 feet in front by 90 feet in depth, forming part of lot No. 15-A of range 1, bounded on the north-east by the front road; on the north-west, by lot No. 16-D; on the south-east and south-west, by the residue of lot No. 15-A.

3. Paul Vézina.—Lots Nos. 16-H and 16-I of range 1.

4. Vincent de Paul Bouchard.—Lot No. 12-A of range 2.

5. Philippe Gauthier.—A lot of land being a part of lot No. 15-A of range 2, having 175 feet in width by 225 feet in depth, bounded on the east by the church road, on the south, west and north by the land of Marius Harvey or representatives. The said lot of land comprises all the elevation formed by the hallow situate at about 350 feet from the "trait-carré" of ranges 1 and 2.

6. Albert Bouchard.—A lot of land comprising the south part of lot 15-A of range 2, bounded on the south by the public road, on the east by the church road, on the north by half the depth of range 2 or by the land of Arthur Dallaire and on the west by lots Nos. 15-B, 15-C and 15-D, save to be deducted:

a) An emplacement belonging to Philippe Gauthier measuring 175 feet in width by 225 feet in depth, bounded on the east by the church road; on the south west and north by the land of Marius Harvey or representatives. The said lot of land comprises all the elevation formed by the hallow situate at about 350 feet from the "trait-carré" of ranges 1 and 2.

b) An emplacement belonging to the corporation of the parish of St-Henri-de-Taillon, measuring 75 feet in width by 75 feet in depth and bounded on the south by the public road; on the east, by the church road, on the north and west by the land of the said Albert Bouchard.

7. Phydime Côté.—Lot No. 15-C of range 2.

8. A. G. Tremblay.—Lots Nos. 15-B, 15-F and 15-I of range 2.

9. Joseph Pilote.—Lots Nos. 15-G and 15-H of range 2.

10. Mrs. Wid. Joseph Larouche.—Lots Nos. 17-C and 17-D of range 2.

11. Edgar Tremblay.—An emplacement forming part of lot No. 17-A of range 2 measuring about 75 feet in width by 125 feet in depth, bounded on the south by the public road; on the east, by lot No. 17-E, on the north and west by lot No. 17-A.

12. Ovilla Larouche:—

a) An emplacement forming part of the north part of lot No. 25 of range 2 measuring about 100 feet in width by 100 feet in depth and bounded on the north by the public road; on the east, by the division line of lots 24-B and 25; on the south and west by the residue of lot 25, north part.

b) Lots Nos. 23-B and 24-B of range 3.

13. Alfred Goulet.—Lot No. 29 of range 4.

14. Mrs. Wid. Arthur Tremblay.—Lot No. 30 of range 4, save to be deducted an emplacement measuring two arpents in area, bounded, the said emplacement, on the north by the public road, on the west by lot No. 31, on the south and east by the residue of said lot No. 30.

15. Charles Edouard Bouchard.—Lot No. 5 of range 5, save to be deducted, in favour of the Saguenay Transmission Company Limited the rights of way on a strip of 300 feet for an electric transmission line.

All the said lots or parts of lots are known and designated on the official cadastre for the township Taillon and shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The sale shall moreover be made subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Henri-de-Taillon, this 28th day of May, 1942.

WENCESLAS SIMARD,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté de Roberval.

Province of Quebec.—County of Roberval.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE
SAINT-AUGUSTINMUNICIPALITY OF THE PARISH OF
SAINT-AUGUSTIN

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 3 juin 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil de Saint-Augustin à Saint-Augustin, le NEUF JUILLET 1942, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes consolidées et toutes les taxes non consolidées, à l'exception des taxes de l'année 1942, auront été payées avant le moment de la vente.

1. Adrien Guay.—Le lot numéro 34, rang 3.
2. Adélarde Blackburn.—Le lot numéro 53, rang 3.
3. Johny Blackburn.—Le lot numéro 55, rang 3.
4. Eugène Boily:—
 - a. Le lot numéro 58, rang 3;
 - b. Le lot numéro 59, rang 3, sauf à distraire, en faveur de Saguenay Transmission Company Limited les droits de passage sur une lisière de 300 pieds pour une ligne de transmission d'énergie électrique.
5. Adrien Guay.—Le lot numéro 34, rang 4, sauf à distraire, en faveur de Saguenay Transmission Company Limited les droits de passage sur une lisière de 300 pieds pour une ligne de transmission d'énergie électrique.
6. Mme Veuve Ernest Murray.—Le lot numéro 36, rang 4, sauf à distraire, en faveur de Saguenay Transmission Company Limited les droits de passage sur une lisière de 300 pieds pour une ligne de transmission d'énergie électrique.
7. Elie Perron.—Le lot numéro 42, rang 4, sauf à distraire, en faveur de Saguenay Transmission Company Limited les droits de passage sur une lisière de 300 pieds pour une ligne de transmission d'énergie électrique.
8. Arthur Côté.—Le lot numéro 45, rang 4, sauf à distraire, en faveur de Saguenay Transmission Company Limited les droits de passage sur une lisière de 300 pieds pour une ligne de transmission d'énergie électrique.
9. Roland Simard.—Le lot numéro 50, rang 4.
10. Raymond Boudreau.—Le lot numéro 53, rang 4.
11. Albéric Villeneuve.—Le lot numéro 55, rang 4.
12. Joseph Boudreau.—Le lot numéro 59, rang 4.
13. Eugène Fortin.—Le lot numéro 28, rang 5.
14. Aimé Néron.—Les lots numéros 30 et 31, rang 5.
15. Xavier Tremblay.—Le lot numéro 33, rang 5.
16. Elzéar Côté.—Le lot numéro 42, rang 5.
17. Edmond Simard.—Le lot numéro 48, rang 5.
18. Xavier Tremblay.—Un emplacement faisant partie du lot numéro 37, rang 6, mesurant 75 pieds de front par 50 pieds de profondeur, borné au sud, au chemin de front R-5 et 6, à l'ouest, et au nord, au résidu du lot, et à l'est, à la route entre les lots numéros 37 et 38 du rang 6.
19. Ubaldo Bérubé.—Le lot numéro 49, rang 6.
20. Emile Bernier.—Le lot numéro 51, rang 6.
21. René Asselin.—Le lot numéro 52, rang 6.
22. Joseph Goulet.—Le lot numéro 21, rang 7.
- 23.—Wilfrid Dallaire.—Le lot numéro 22, rang 7.
24. Yvain Leduc.—Les lots numéros 23 et 25 du rang 7.
25. Médor Côté.—Le lot numéro 37, rang 7.
26. Arthur Boulianne.—Le lot numéro 47, rang 7.
27. Mme Vve Michel Tremblay.—Les lots numéros 57 et 59 du rang 7, et 43 du rang 8.
28. Xavier Tremblay.—Le lot numéro 35, rang 8.
29. Adélarde Lambert.—Les lots numéros 58 et 59 du rang 8.
30. Joseph Pednault.—Le lot numéro 42, rang 9.
31. Pierre-Elie Goulet.—Le lot numéro 30, rang 9.
32. Johny Barrette.—Le lot numéro 44, rang 9.
33. Isidore Forgues.—Le lot numéro 45, rang 8.
34. Théodore Gagnon.—Le lot numéro 46, rang 8.
35. Adhémar Brassard.—Le lot numéro 44, rang 7.

Tous ces lots ou emplacement font partie du cadastre officiel du canton Dalmas et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 3rd June, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables herein-after described in payment of arrears of taxes due the municipality of the parish of Saint-Augustin, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction, in the Council Room of Saint-Augustin, at Saint-Augustin, on the NINTH day of JULY, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon all payments due for consolidated taxes and all non-consolidated taxes, with the exception of the taxes for the year 1942, shall have been paid before the sale.

1. Adrien Guay.—Lot No. 34, range 3.
2. Adélarde Blackburn.—Lot No. 53, range 3.
3. Johny Blackburn.—Lot No. 55, range 3.
4. Eugène Boily:—
 - a. Lot No. 58, range 3;
 - b. Lot No. 59, range 3, save to be deducted, in favour of the Saguenay Transmission Company Limited, the rights of passage on a strip of 300 feet for an electric power transmission line.
5. Adrien Guay.—Lot No. 34, range 4, save to be deducted, in favour of the Saguenay Transmission Company Limited, the rights of passage on a strip of 300 feet for an electric power transmission line.
6. Mrs. Widow Ernest Murray.—Lot No. 36, range 4, save to be deducted in favour of the Saguenay Transmission Company Limited, the rights of passage on a strip of 300 feet for an electric power transmission line.
7. Elie Perron.—Lot No. 42, range 4, save to be deducted, in favour of the Saguenay Transmission Company Limited, the rights of passage on a strip of 300 feet for an electric power transmission line.
8. Arthur Côté.—Lot No. 45, range 4, save to be deducted, in favour of the Saguenay Transmission Company Limited, the rights of passage on a strip of 300 feet for an electric power transmission line.
9. Roland Simard.—Lot No. 50, range 4.
10. Raymond Boudreau.—Lot No. 53, range 4.
11. Albéric Villeneuve.—Lot No. 55, range 4.
12. Joseph Boudreau.—Lot No. 59, range 4.
13. Eugène Fortin.—Lot No. 28, range 5.
14. Aimé Néron.—Lots Nos. 30 and 31, range 5.
15. Xavier Tremblay.—Lot No. 33, range 5.
16. Elzéar Côté.—Lot No. 42, range 5.
17. Edmond Simard.—Lot No. 48, range 5.
18. Xavier Tremblay.—An emplacement forming part of lot No. 37, range 6, measuring 75 feet in front by 50 feet in depth, bounded on the south by the front road R-5 and 6, on the west and north, by the residue of the lot, on the east, by the roadway between lots Nos. 37 and 38 of range 6.
19. Ubaldo Bérubé.—Lot No. 49, range 6.
20. Emile Bernier.—Lot No. 51, range 6.
21. René Asselin.—Lot No. 52, range 6.
22. Joseph Goulet.—Lot No. 21, range 7.
23. Wilfrid Dallaire.—Lot No. 22, range 7.
24. Yvain Leduc.—Lots Nos. 23 and 25, range 7.
25. Médor Côté.—Lot No. 37, range 7.
26. Arthur Boulianne.—Lot No. 47, range 7.
27. Mme Wid. Michel Tremblay.—Lots Nos. 57 and 59, range 7, and 43 of range 8.
28. Xavier Tremblay.—Lot No. 35, range 8.
29. Adélarde Lambert.—Lots Nos. 58 and 59, range 8.
30. Joseph Pednault.—Lot No. 42, range 9.
31. Pierre-Elie Goulet.—Lot No. 30, range 9.
32. Johny Barrette.—Lot No. 44, range 9.
33. Isidore Forgues.—Lot No. 45, range 8.
34. Théodore Gagnon.—Lot No. 46, range 8.
35. Adhémar Brassard.—Lot No. 44, range 7.

All the said lots or emplacements form part of the official cadastre for the Township Dalmas, and shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and

en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

La vente sera en outre sujette au droit de rachat et aux autres dispositions de la loi de la Commission municipale de Québec.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Donné à Saint-Augustin, ce 30ème jour de mai 1942.

Given at Saint-Augustin, this 30th day of May, 1942.

Le secrétaire-trésorier,
EDOUARD NIQUET.

EDOUARD NIQUET,
Secretary-Treasurer.

1303—24-2-o

1303—24-2

Province de Québec.—District de Chicoutimi.

Province of Quebec.—District of Chicoutimi.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE
STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF
STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI.

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 3 juin 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encaissement public, dans la salle du conseil du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, à Ste-Anne, le DIX JUILLET 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated June 3rd, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinbelow mentioned for the payment of arrears of taxes due to the Municipality of the Village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of the Village of Ste-Anne de Chicoutimi, at Ste-Anne, on the TENTH of JULY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus sur les taxes consolidées et toutes les taxes municipales exigibles, à l'exception de celles de l'année 1942, auront été payées avant le moment de la vente.

However, there shall be excluded from the sale those immovables upon which all payments due for consolidated taxes and all exigible Municipal taxes, excepting those of the year 1942, will have been paid before the time of the sale.

1. Adélarde Bouchard "Jean"—

1. Adélarde Bouchard "Jean"—

a) Un terrain formant partie du lot numéro 10, mesurant 55 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, borné comme suit: au nord, au terrain décrit au paragraphe c); vers l'est, au terrain décrit au paragraphe b); vers le sud, au chemin public, et vers l'ouest, au terrain de Henri Gauthier;

a) A lot of land forming part of lot number 10, measuring 55 feet in width by 100 feet in depth, bounded as follows: on the north by the land described in paragraph c); on the east by the land described in paragraph b); on the south by the public road and on the West by the land of Henri Gauthier;

b) Un terrain de 20 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, formant partie du lot numéro 10, borné comme suit: à l'est, au terrain de la commission scolaire du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi; au sud, au chemin public; à l'ouest, au terrain décrit au paragraphe a) et au nord, au terrain décrit au paragraphe c).

b) A lot of land measuring 20 feet in width by 100 feet in depth forming part of lot number 10, bounded as follows: on the east by the land of the village of Ste. Anne de Chicoutimi School Commission; on the south by the public road; on the west by the land described in paragraph a); and on the north by the land described in paragraph c);

c) Un terrain formant partie du lot numéro 10, mesurant 140 pieds de profondeur, de l'est à l'ouest, dans sa ligne sud, sur 81 pieds de largeur, du sud au nord, dans sa ligne ouest, et 30 pieds de largeur, du sud au nord, dans sa ligne est, le dit terrain étant borné comme suit: au sud, partie par le terrain de Henri Gauthier ou représentants et partie par les terrains mentionnés aux paragraphes a) et b); à l'est, au terrain de la commission scolaire du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi; au nord, au terrain de Ludovic Tremblay ou représentants, et à l'ouest, au terrain décrit au paragraphe d).

c) A lot of land forming part of lot number 10, measuring 140 feet in depth, from east to west, in its south line, by 81 feet in width from south to north in its west line, and 30 feet in width from south to north in its east line, said lot of land being bounded as follows: on the south, partly by the land of Henri Gauthier or representatives and partly by the lots of land mentioned in paragraph a) and b); on the east by the land of the Village of Ste-Anne de Chicoutimi School Commission; on the north by the land of Ludovic Tremblay or representatives, and on the west by the land described in paragraph d);

d) Un terrain formant partie du lot numéro 10, mesurant, de l'est à l'ouest, 25 pieds dans sa ligne nord et 73 pieds dans sa ligne sud, et, du sud au nord, 82 pieds dans sa ligne est et 79 pieds dans sa ligne ouest, borné comme suit: au nord, au terrain de Ludovic Tremblay ou représentants; à l'est, au terrain décrit au paragraphe c); au sud, partie au terrain de Henri Gauthier ou représentants et partie au terrain décrit au paragraphe e); vers l'ouest, au terrain de François Morissette ou représentants;

d) A lot of land forming part of lot number 10, measuring, from east to west, 25 feet in its north line and 73 feet in its south line, and, from south to north, 82 feet in its east line, and 79 feet in its west line, bounded as follows: on the north by the land of Ludovic Tremblay or representative, on the east by the land described in paragraph c); on the south, partly by the land of Henri Gauthier or representatives, and partly by the land described in paragraph e); on the west, by the land of François Morissette or representatives;

e) Un terrain formant partie du lot numéro 10, mesurant, de l'est à l'ouest 23 pieds de largeur dans sa ligne nord et 39 pieds dans sa ligne sud sur une profondeur de 21 pieds dans sa ligne est et 31 pieds dans sa ligne ouest, borné comme suit: vers le nord, au terrain décrit au paragraphe d); vers l'est et le sud, au terrain de Henri Gauthier ou représentants; vers l'ouest, au terrain de François Morissette ou représentants.

e) A lot of land forming part of lot number 10, measuring from east to west, 23 feet in width, in its north line and 39 feet in its south line by a depth of 21 feet in its east line and 31 feet in its west line, bounded as follows: on the north by the land described in paragraph d); on the east and south, by the land of Henri Gauthier or representatives; on the west by the land of François Morissette or representatives.

2. Mme Vve Alfred Lespérance.—Le lot numéro 106.

2. Mme Widow Alfred Lespérance.—Lot number 106.

3. Mme Vve Jimmy Tremblay.—Les lots 19 et 20.

3. Mme Widow Jimmy Tremblay.—Lots 19 and 20.

Tous ces lots et parties de lots sont situés dans le premier rang ouest du canton Tremblay et sont connus et désignés au cadastre officiel du village de Ste-Anne.

All said lots and parts of lots being situate in the first range west of the township of Tremblay and are known and designated on the official cadastre for the

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Ste-Anne-de-Chicoutimi, ce 1er juin 1942.

1305-24-2-o Le secrétaire-trésorier, JEAN BOUCHER.

Province de Québec

CITÉ DE THETFORD MINES

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle publique de l'Hôtel de Ville de la dite cité de Thetford Mines, le LUNDI, le SIXIÈME jour de juillet, 1942, pour satisfaire au paiement des redevances municipales et scolaires dont ils sont grevés avec les intérêts sauf le droit de Mines en faveur de qui de droit, tel qu'il appert au tableau ci-dessous, à moins que les dites redevances et intérêts ne soient payés avant la vente avec les frais encourus, plus la rente foncière sur les dits lots.

Jos. Daigle, lot numéro 3 du cadastre de la ville de Thetford Mines. Taxes munic., 260.00; taxes scol., 253.25; intérêts, 47.60; total \$560.85.

Donné à Thetford Mines, le 13 juin, 1942.

1320-24-2-o Le secrétaire-trésorier de la cité de Thetford Mines, HON. GILBERT.

Province de Québec, Comté de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU CANTON BÉGIN

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 10 juin 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignées, pour satisfaire au paiement des arriérages de taxes dues à la corporation municipale du canton Bégin, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à canton Bégin, le SEPT JUILLET 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes consolidées et toutes les taxes non consolidées imposées et devenues exigibles avant le 1er novembre 1941 auront été payées avant le moment de la vente.

1. Jean Fradette.—Le lot numéro 4 du rang 1.
2. J. W. Gagnon.—Les lots numéros 9 et 10 du rang 2.
3. Joseph Tremblay "Jules".—Le lot numéro 29 rang 1.
4. Joseph McNicoll.—Le lot numéro 29 du rang 2.
5. Armand Savard "Pitre".—Le lot numéro 41 du rang 1.
6. Charles Dufour.—Partie du lot numéro 32-A, rang 1, bornée au nord, à l'est et au sud par le lot numéro 32 du rang 1 et à l'ouest par le chemin public.
7. Jean-Baptiste Girard.—Les lots numéros 43 et 44 du rang 2.
8. Sylvio Gilbert.—Partie du lot numéro 33-A du rang 4, bornée comme suit: au nord, au résidu du lot numéro 33-A du rang 4; à l'est, au lot numéro 33, également du rang 4; au sud, au lot numéro 33 du rang 3 et à l'ouest au chemin public.

village of Ste. Anne. The will be sold with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said immovables.

The purchase price of each of said immovables shall be payable immediately.

The sale will be made, moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Ste-Anne de Chicoutimi, this 1st of June, 1942.

1305-24-2 JEAN BOUCHER, Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

CITY OF THETFORD MINES

Public notice is hereby given that immoveable properties hereinafter described will be sold by public auction, at TEN o'clock in the forenoon, in the public Hall of the City-Hall of the said city of Thetford Mines, MONDAY, the SIXTH day of July, 1942, to satisfy to the payment of municipal and school dues with interests as mentioned hereunder, reserving Mine rights in favor of whom it may concern, unless the said dues and interests be paid before the sale, with costs incurred, including ground rent due on said lots.

Jos. Daigle, lot No. 3 of the cadastre of the town of Thetford Mines. Munic. taxes, 260.00; school taxes, 253.25; int., 47.60; total \$560.85.

Given at the city of Thetford Mines, this 13th day of June, 1942.

1320-24-2-o HON. GILBERT, Secretary-Treasurer of the city of Thetford Mines.

Province of Quebec, County of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP BÉGIN

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 10th June, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the Municipal Corporation of the Township Bégin, with interest and costs, and that consequently, the said immovable shall be sold by public auction, in the Council Room, at the Township Bégin on the SEVENTH of JULY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon all payments due for consolidated taxes and all non-consolidated taxes levied and due before the 1st of November, 1941, shall have been paid before the sale.

1. Jean Fradette.—Lot No. 4, Range 1.
2. J. W. Gagnon.—Lots Nos 9 and 10, Range 2.
3. Joseph Tremblay "Jules".—Lot No. 29, Range 1.
4. Joseph McNicoll.—Lot No. 29, Range 2.
5. Armand Savard "Pitre".—Lot No. 41, Range 1.
6. Charles Dufour.—Part of lot No. 32-A, Range 1, bounded on the North East, and South by lot No. 32, Range 1, and on the West by the public road.
7. Jean-Baptiste Girard.—Lots Nos. 43 and 44, Range 2.
8. Sylvio Gilbert.—Part of lot No. 33-A of Range 4, bounded as follows: on the North, by the residue of lot No. 33-A, of Range 4; on the East, by lot No. 33, also of Range 4; on the South, by lot No. 33 of Range 3 and on the West by the public road.

9. Alfred Dufour.—Partie du lot numéro 33-A du rang 4, bornée comme suit: au nord et à l'est au lot numéro 33 du rang 4, au sud, à la partie du lot numéro 33-A, rang 4, appartenant à Sylvio Gilbert ou représentants et à l'ouest, au chemin public.

10. Thomas-Louis Pearson.—Le lot numéro 37 du rang 4.

11. Emile Tremblay.—Le lot numéro 39 du rang 3.

12. Joseph Allaire.—Le lot numéro 34 du rang 5.

13. Dollard Dufour.—Le lot numéro 41 du rang 5.

14. Eugène Harvey.—Le lot numéro 46 du rang 6.

Tous ces lots et parties de lots sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Bégin et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Canton Bégin, le 10 juin 1942.

Le secrétaire-trésorier,
ROMÉO LÉVESQUE.

1318-24-2-o

9. Alfred Dufour.—Part of lot No. 33-A of Range 4, bounded as follows: on the North and East by lot No. 33 of Range 4, on the South, by the part of lot No. 33-A, Range 4, belonging to Sylvio Gilbert or representatives, and on the West by the public road.

10. Thomas Louis Pearson.—Lot No. 37, Range 4.

11. Emile Tremblay.—Lot No. 39, Range 3.

12. Joseph Allaire.—Lot No. 34, Range 5.

13. Dollard Dufour.—Lot No. 41, Range 5.

14. Eugène Harvey.—Lot No. 46, Range 6.

All the said lots and parts of lots are known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the Township Bégin and shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at the Township Bégin, the 10th June, 1942.

ROMÉO LÉVESQUE,
Secretary Treasurer.

1318-24-2

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Nicolet. Cour Supérieure. N° 1427. Dame Marie-Anne Gagnon, domiciliée à Ste-Eulalie, district de Nicolet, épouse commune en biens de Joseph Dupuis, courrier rural, de Ste-Eulalie, district de Nicolet, demanderesse; vs Joseph Dupuis, domicilié à Ste-Eulalie, district de Nicolet, défendeur.

Une action en séparation de biens a été inscrite ce jour en cette cause.

Nicolet, ce 2ième jour de juin 1942.

Les procureurs de la demanderesse,
1302-o GAUDET & VIGEANT.

Cour Supérieure. District de Montréal. N° 210341.—Dame Léanne Brunelle, de Montréal, épouse commune en biens de Conrad Legault, a institué une action en séparation de biens contre son mari le 28 mai 1942.

Montréal, 4 juin 1942.

Les procureurs de la demanderesse,
1307-o DESJARLAIS & LOISELLE.

Avis divers

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de l'Usine Cherrier de la Canadian Car Munitions Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 juin 1942.

Le siège principal de l'association sera à Cherrier, dans la province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
1300-o JEAN BRUCHESI.

Bureau-Chef

Avis est par les présentes donné que "Air Force House Montreal" incorporée par lettres

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Nicolet. Superior Court. No. 1427. Dame Marie Anne Gagnon, of Ste-Eulalie, district of Nicolet, wife common as to property of Joseph Dupuis, rural postman of Ste-Eulalie, district of Nicolet, Plaintiff; vs Joseph Dupuis of Ste-Eulalie, district of Nicolet, defendant.

An action of separation as to property has been instituted this day, in this cause.

Nicolet, the 2nd day of June 1942.

GAUDET & VIGEANT,
1302 Attorneys for plaintiff.

Superior Court. District of Montreal. No. 210341. Dame Leanne Brunelle of Montreal, wife common as to property of Conrad Legault, has instituted, on the 28th of May 1942, an action in separation as to property against her husband.

Montreal, June 4th, 1942.

DESJARLAIS & LOISELLE,
1307-o Attorneys for Plaintiff.

Miscellaneous Notice

The formation of an association, under the name of "L'Association des Employés de l'Usine Cherrier de la Canadian Car Munitions Limited", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary the 5th June, 1942.

The principal place of business of the association will be at Cherrier, in the Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
1300 Under Secretary of the Province.

Chief-Office

Notice is hereby given that Air Force House Montreal, incorporated by letters patent under

patentes en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, partie III, le 11e jour de mai, 1942, a établi son bureau en la cité de Montréal, à 1245 rue Sherbrooke, Ouest, province de Québec.

A compter de, et après la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant la principale place d'affaires de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 9e jour de juin, 1942.

Le président,
1317-o HYMAN E. HERSCHORN.

the Quebec Companies' Act, Part III, on the 11th of May, 1942, has established its head office at 1245 Sherbrooke street, west, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office should be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 9th day of June, 1942.

HYMAN E. HERSCHORN,
1317-o Chairman.

Charte—Abandon de

"THE GOLD CLOTHING COMPANY LIMITED"

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "The Gold Clothing Company Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, une directive quant à son annulation et la fixation d'une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté à Montréal, ce 28 mai 1942.

Le président,
1301 M. GOLD.

Charter—Surrender of

THE GOLD CLOTHING COMPANY LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies Act, The Gold Clothing Company Limited hereby gives notice that it will make application to His Honour, the Lieutenant-Governor of Quebec for leave to surrender its Charter, a direction as to its cancellation and the fixing of a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Dated at Montreal this 28th day of May, 1942.

M. GOLD,
1301-o President.

Commission de l'Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 41-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 11 juin 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Magog;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne, qui directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Magog.

2. La région de Magog comprend la cité de Magog.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.30 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Magog, offrir, vendre ou livrer à domi-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 41-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, June 11, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Magog;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Magog.

2. The region of Magog includes the city of Magog.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them \$2.30 net F.O.B. business place of said dealer.

5. No person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver bottled

cile du lait embouteillé à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Magog, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

7. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 41-H-39 de ladite Commission, publiée dans la Gazette officielle de Québec, en date du 28 octobre 1939, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

Signé: MM. DR EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Québec, 11 juin 1942.

1328-o

milk at home at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

7. No person shall sell or deliver milk in bulk at prices inferior to thirty-six cents per gallon.

The present order cancels Order No. 41-H-39 of said Commission, as published in the Official Gazette of Quebec, for October 28th, 1939, and comes into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Official Gazette of Quebec.

Signed: Messrs. DR. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, June 11th, 1942.

1328-o

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examen oral, le 25 juin 1942 à Montréal.—Oral examination, at Montreal, June 25, 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Résidence Residence
1.—Bergeron.....	Jean-Paul.....	Montréal.
2.—Blain.....	Marc-A.....	Montréal.
3.—Duquette.....	Jacques.....	Montréal.
4.—Geoffrion.....	Guillaume.....	Montréal.
5.—Gold.....	Alan-B.....	Montréal.
6.—Greenwood.....	J. L.....	Montréal.
7.—Haines.....	S. B.....	Montréal.
8.—Knox.....	G. B.....	Montréal.
9.—Labrèche.....	Raymond.....	Montréal.
10.—Maloney.....	E. P.....	Montréal.
11.—Malouf.....	Albert-H.....	Montréal.
12.—Merifield.....	R. R.....	Wesmount.
13.—Monette.....	Jean.....	St-Philippe de Laprairie.
14.—Shorteno.....	P. V.....	Montréal.
15.—Tannage.....	Edward.....	Montréal.

Montréal, le 9 juin 1942.—Montreal, June 9th, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
GÉRARD TRUDEL,
Secretary of the Bar of Montreal.

1308—24-2-o

BARREAU DU SAGUENAY.—BAR OF SAGUENAY.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1942.—Examinations of July, 1942.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Gobeil.....	Pierre.....	24	Baie St-Paul.

Chicoutimi, le 6 juin 1942.—Chicoutimi, June 6th, 1942.
(Seau—Seal).

Le secrétaire du Barreau du Saguenay,
LOUIS-RENÉ LAGACÉ,
Secretary of the Bar of Saguenay.

1309—24-2-o

BARREAU DU SAGUENAY.—BAR OF SAGUENAY.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examen oral de juillet 1942.—Oral examination of July, 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Gagné.....	Réal.....	31	Jonquièrè.
Simard.....	Jean-Charles.....	28	Bagotville.

Chicoutimi, le 10 juin 1942.—Chicoutimi, June 10th, 1942.

Le secrétaire du Barreau du Saguenay.

LOUIS-RENÉ LAGACÉ.

Secretary of the Bar of Saguenay.

1310—24-2-o

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis de changement du nom de la "Société Coopérative des Producteurs de Lin de la Région de Gently" en celui de "Linerie Coopérative Gently".

Avis est par le présent donné qu'il a plu au Ministère de l'Agriculture, à la demande du bureau de direction de la "Société Coopérative des Producteurs de Lin de la Région de Gently", société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publié à la *Gazette officielle de Québec*, le 25 janvier 1941, de changer le nom de cette société coopérative en celui de "Linerie Coopérative Gently".

Québec, le 9 juin 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1316-o ADRIEN MORIN.

Notice of change of name of "La Société Coopérative des Producteurs de Lin de la Région de Gently" to that of "Linerie Coopérative Gently".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of the Board of Directors of "La Société Coopérative des Producteurs de Lin de la Région de Gently", a cooperative association, incorporated under the Cooperative Agricultural Societies Act and notice of the formation whereof was published in the *Quebec Official Gazette* of January 25th, 1941, to change the name of the said cooperative association to that of "Linerie Coopérative Gently".

Québec, June 9th, 1942.

1316 ADRIEN MORIN,
Acting Deputy Minister of Agriculture.

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Joseph-Hector Nault, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Me Joseph-Ovide Desmarais, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, ce 3 juin 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1262-23-5-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Joseph Hector Nault, Notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Me. Joseph Ovide Desmarais, in his lifetime Notary of Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, this 3rd June, 1942.

1262-23-5 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 29 décembre 1939.

M. Philippe Picard, avocat, membre du Barreau de la Province, de Québec: Conseil en loi du Roi.

Québec, 29 avril 1942.

MM. F. Leclerc, médecin, de Saint-Jérôme, J.-M. Bergeron, médecin, de St-Hyacinthe, et

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, December 29, 1939.

Mr. Philippe Picard, advocate, member of the Bar of the Province of Quebec: to be King's Counsel.

Québec, April 19, 1942.

Drs. F. Leclerc, physician, of Saint-Jérôme, J. M. Bergeron, physician, of St-Hyacinthe, and

J.-M. Morin, médecin, de Drummondville: médecins-hygiénistes au service du Ministère de la Santé et du Bien-Etre social.

Québec, 2 mai 1942.

Dr Irénée Leblanc, médecin, de Saint-Malachie: coroner conjoint pour le district de Beauce, avec juridiction sur tout le district judiciaire de Beauce, moins cette partie du district électoral de Frontenac qui se trouve dans le district judiciaire de Beauce.

Québec, 26 mai 1942.

M. Wyman S. Davis, fermier, de Way's Mills: nommé pour agir avec MM. Joseph-A. Bourque, Napoléon Vallière et William Thompson, comme commissaire pour tenir la Cour de commissaires pour le village d'Ayer's Cliff, comté de Stanstead, district de St-François.

M. François Couture, professeur et directeur de l'École Raymond, 51½, Côte Sainte-Geneviève, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Ambrose Lynch, cultivateur, de la paroisse de L'Avenir: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire d'Arthabaska.

M. Philippe Gagnon, cultivateur, de Saint-Cléophas: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Rimouski.

M. Roméo Bégin, beurrier, de canton Lingwick, comté de Compton: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Saint-François.

MM. Exoré-Elisée Davignon et Joseph-Emile Boivin, 71, rue Saint-Pierre, Québec, J.-L.-Paul Bélanger, de Saint-Joseph d'Alma et Marcel Carrier, Jonquière, tous quatre actuellement employés de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur les districts judiciaires d'Arthabaska, Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska, Montmagny, Québec, Rimouski, Roberval, Saint-François et Saguenay, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Paul-E. Larocque, voyageur, 105, St-Cyrille, Québec, et E.-A. Savary, vice-président de Remèdes Hervay Ltée, de St-Basile, comté de Portneuf: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; Joseph Thomassin, importateur, de St-Louis-de-Courville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Daniel Poirier, inspecteur, de Valleyfield: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois; Arthur-Harold Coates, major, 499 Elm Ave., Westmount, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. J.-Ambroise Trépanier, 163, 2ième Avenue, J.-Emile Carrier, 15½, 8ième Rue, P.-Armand Lessard, 271, 3ième Avenue, Paul-A. Plamondon, 263, St-Vallier, tous quatre assistants gérants, Aimé Barthe, officier spécial du Ministère de la Colonisation, 441, St-François, et Lucien Laverdière, secrétaire du Service des incendies, 10, rue Durocher, tous les six de la cité de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Jean Gervais, mar-

J. M. Morin, physician, of Drummondville: to be physician-hygienists employed by the Department of Health and Social Welfare.

Quebec, May 2, 1942.

Dr. Irénée Leblanc, physician, of Saint-Malachie: to be Joint Coroner for the district of Beauce, with jurisdiction over the judicial district of Beauce, less that part of the electoral district of Frontenac which is situate in the judicial district of Beauce.

Quebec, May 26, 1942.

Mr. Wyman S. Davis, farmer, of Way's Mills: named to act with Messrs. Joseph A. Bourque, Napoléon Vallière and William Thompson, as Commissioner for the holding of the Commissioners' Court for the Village of Ayer's Cliff, County of Stanstead, district of St-François.

Mr. François Couture, professor and director of the École Raymond, 51½ Côte Sainte-Geneviève, Quebec: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Ambrose Lynch, farmer, of the Parish of L'Avenir: to be Peace Commissioner for the judicial district of Arthabaska.

Mr. Philippe Gagnon, farmer, of Saint-Cléophas: to be Peace Commissioner for the judicial district of Rimouski.

Mr. Roméo Bégin, butter manufacturer, of the Township Lingwick, County of Compton: to be Peace Commissioner for the judicial district of St-François.

Messrs. Exoré-Elisée Davignon et Joseph Emile Boivin, 71 Saint Peter street, Quebec, J. L. Paul Bélanger, of Saint Joseph d'Alma and Marcel Carrier, Jonquière, all four actually employees of the Wartime Prices and Trade Board: to be Justices of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial districts of Arthabaska, Beauce, Bonaventure, Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska, Montmagny, Quebec, Rimouski, Roberval, Saint-François and Saguenay, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Paul E. Larocque, traveller, 105 St. Cyrille, Quebec, and E. A. Savary, Vice President of the Remèdes Hervay Ltée, of St-Basile, county of Portneuf: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the Province of Quebec; Joseph Thomassin, importer, of St-Louis-de-Courville: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Daniel Poirier, inspector, of Valleyfield: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois; Arthur Harold Coates, Major, 499 Elm Ave., Westmount, Montreal: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. J. Ambroise Trépanier, 163 2nd Avenue, J. Emile Carrier, 15½ 8th Street, P. Armand Lessard, 271 3rd Avenue, Paul A. Plamondon, 263 St-Vallier, all four assistant managers, Aimé Barthe, special officer in the Department of Colonization, 441 St-François, and Lucien Laverdière, Secretary of the Fire Department, 10 Durocher street, all six of the city of Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Jean Gervais, grain merchant,

chand de grains, 7372, Christophe Colomb, et Arthur Cardinal, président de la Société St-Vincent-de-Paul, 6363, Louis Hébert, tous deux de la cité de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Roméo Depeyre, surintendant du magasin, Commission des liqueurs, 129, Dorchester, Québec: juge de paix avec juridiction dans toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Sévère Beaulac, cultivateur, de L'Avenir (village): juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Wm. T. Sheppard, assistant de l'officier en chef du trésor, Arsenal Fédéral, Québec, et Omer Chevalier, agent d'affaires du Conseil des métiers de la construction des syndicats nationaux catholiques de Québec, 19, rue Caron, Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Jean-Jacques Ryan, gérant de district, 82, rue des Casernes, Trois-Rivières, Dominique Gravel, inspecteur, 87, 4ième Avenue, Québec, et Eugène Taschereau, inspecteur du bureau d'hygiène, de Giffard: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; Gustave Beaulieu, assistant gérant de la Cie de conserves, de Napierville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Iberville. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 27 mai 1942.

Lieut.-Col. D.-B. Papineau, A.D.C., R.O., R.C.R., de Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Ludger Codebecq, avocat, Gontran Saintonge, avocat, Adrien Marleau, marchand, Anaclét Laberge, gérant de la Banque Canadienne Nationale, et Wilfrid Daigneault, épiciier: membres de la Commission pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Valleyfield.

Québec, 26 mai 1942.

M. Cornelius Meehan, Secrétaire général adjoint de "The Verdun Civilian Protestant Committee", de Verdun, 5270, rue Wellington, Verdun: Juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15). 1331-0

7372 Christophe Colomb, and Arthur Cardinal, President of the Société St-Vincent-de-Paul, 6363 Louis Hébert, both of the city of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Roméo Depeyre, store superintendent, Liquor Commission, 129 Dorchester, Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Sévère Beaulac, farmer of L'Avenir (Village): to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Wm. T. Sheppard, assistant to the Chief Officer of the treasury, Federal Arsenal, Quebec, and Omer Chevalier, business agent for the "Conseil des métiers de la construction des syndicats nationaux catholiques de Québec", 19 Caron street, Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Jean Jacques Ryan, district manager, 82 des Casernes street, Trois-Rivières, Dominique Gravel, inspector, 87 4th Avenue, Quebec, and Eugène Taschereau, inspector for the Board of Health, of Giffard: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the Province of Quebec; Gustave Beaulieu, assistant manager of the "Cie de Conserves", of Napierville: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Iberville. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, May 27, 1942.

Lieut.-Col. D. B. Papineau, A.D.C., R.O., R.C.R., of Quebec: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Ludger Codebecq, advocate, Gontran Saintonge, advocate, Adrien Marleau, merchant, Anaclét Laberge, manager of the Banque Canadienne Nationale, and Wilfrid Daigneault, grocer: to be members for the Civil Erection of Parishes of the Roman Catholic Diocese of Valleyfield.

Quebec, May 26th, 1942.

Mr. Cornelius Meehan, General Adjutant Secretary of the Verdun Civilian Protestant Committee, of Verdun, 5270 Wellington St., Verdun: to be Justice of the Peace to receive oaths only, with jurisdiction over the District of Montreal, according to the provisions of article 358, R.S.Q., 1941, Chapter 15. 1331

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner, SALUT.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, }
Assistant-procureur }
général. } **A**TTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts, de la chasse et de la pêche, de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (S.R.Q. 1941, article 2, chapitre 320) un plan d'une partie du canton de Hébécourt, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant les rangs VII, VIII, IX, X et les Îles de la rivière Duparquet, et des lacs Duparquet, Bayard, Moose et Hébécourt;

ATTENDU qu'un livre de renvoi relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des Archives du bureau du Ministre des terres et forêts, de la chasse et de la pêche;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil de Notre province de Québec, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi, le vingt-deuxième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante-deux;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 30 avril 1942 et portant le numéro 1057,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'ils appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à cette partie du canton de Hébécourt, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant les rangs VII, VIII, IX, X et les Îles de la rivière Duparquet, et des lacs Duparquet, Bayard, Moose et Hébécourt; et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, }
Deputy Attorney }
General. } **W**HEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, article 2, chapter 320) a plan of part of the Township of Hébécourt, in the Registration Division of Abitibi, comprising Ranges VII, VIII, IX, X and the islands of the Duparquet River, and the Lakes Duparquet, Bayard, Moose and Hébécourt;

WHEREAS a book of reference respecting the said plan above mentioned has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Abitibi, on the twenty-second day of the month of April, one thousand nine hundred and forty-two;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated 30th April, 1942 and bearing number 1057,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting that part of the Township of Hébécourt, in the Registration Division of Abitibi, comprising Ranges VII, VIII, IX, X and the islands of the Duparquet River, and Lakes Duparquet, Bayard, Moose and Hébécourt; and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-

Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two and the Sixth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHESI,

1332-o

JEAN BRUCHESI.

1332

Under Secretary of the Province.

Vente par licitation

Sale by Licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 207944, Marie-Louise Foucault, fille majeure et usant de ses droits, résidant à Rigaud, dans le district de Montréal, demanderesse, contre Olivier Foucault et Napoléon Foucault, tous deux ayant autrefois habité Rigaud, district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeurs;

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 207944, Marie-Louise Foucault, spinster of full age and capacity, residing at Rigaud, in the district of Montreal, Plaintiff, vs Olivier Foucault and Napoléon Foucault, both having formerly resided at Rigaud, district of Montreal, and now both of parts unknown, defendants;

AVIS

NOTICE

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, en date du 22 mai 1942, rendu par l'Hon. Juge Alfred Forest, dans la cause sus-mentionnée, il a été ordonné la licitation de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Notice is hereby given that by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the District of Montreal, of date the 22nd of May 1942, rendered by the Honourable Justice Alfred Forest, in the aforementioned case, the sale by licitation has been ordered of the immoveable hereinafter described, to wit:

"Une terre située en la concession St-Georges, nommée et désignée sous le numéro cent quarante et un aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Madeleine de Rigaud, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées," sauf "un morceau de terrain d'un arpent et un quart de front sur quatre arpents de profondeur plus ou moins, à prendre et distraire du lot de terre de la concession St-Georges connu et désigné au plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Rigaud, sous le numéro cent quarante et un (N° 141) borné comme suit: des côtés Nord et Ouest par le reste du dit lot cent quarante et un, à l'est par la ligne entre ce lot et celui cent quarante appartenant à Gédéon Boutin, et au Sud par l'emplacement actuellement occupé par Joseph Foucault et une lisière de terre se trouvant entre cet emplacement et la dite ligne Boutin, et tel que le dit morceau de terrain se trouve renfermé dans les bornes fixées par les parties, l'une de ces bornes étant un pommier de pommes douces, sans bâtisse."

"A lot situated in St-Georges concession, named and designated under the number one hundred and forty one on the Official Plan and in the Book of Reference of the Parish of Ste-Madeleine de Rigaud, with a house and other building thereon erected", less "a piece of land containing one arpent and one fourth in front by four arpents in depth, less or more, to be taken and distracted from the piece of land of St-Georges concession known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference of the said Parish of Rigaud under the number one hundred and forty one (No. 141), bounded as follows: on the North and West sides by the remaining of the said lot one hundred and forty one, on the East by the line between this lot and the lot number one hundred and forty belonging to Gédéon Boutin, and on the South by the emplacement actually occupied by Joseph Foucault and one piece of land being between that emplacement and the said Boutin Line, and the whole as the said piece of land is now contained within the bounds established by the parties, one of these bounds being an apple-tree of soft apples, without building."

Un dépôt de six cents dollars (\$600.00) sera exigé de tout enchérisseur pour la réception de son offre et enchère sur le dit immeuble.

A deposit of six hundred dollars (\$600.00) shall be required from any bidder before his bid may be received on the said immoveable.

Le dit immeuble sera vendu à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI le HUIT JUILLET 1942, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, au Palais de Justice à Montréal, salle d'audience N° 31, ou dans toute autre salle que la Cour indiquera, la dite vente sujette aux clauses, charges et conditions mentionnées dans le Cahier des Charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite Cour.

The said immoveable shall be sold by public auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY, the EIGHTH of JULY 1942, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in the Court House, Montreal, Room No. 31, or in any other room which the Court may designate, and the said sale subject to the clauses, charges and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Toute opposition à fin de charge, à fin de distraire ou à fin d'annuler, relative au susdit immeuble ne sera pas reçue plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la vente, et

Any opposition to secure charges, to withdraw or to annul in connection with the said immoveable shall not be received later than the twelfth day before the day fixed for the sale, and any

toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur les deniers, devra être produite au greffe de la dite Cour dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de faire opposition dans les délais prescrits, elles en seront forcloses de plein droit.

Montréal, ce 2 juin 1942.

Les avocats de la demanderesse,
NADEAU, TAILLEFER,
1256-23-2-0 NADEAU & LAURIER.

opposition for payment or any claim on the proceeds of the sale must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition with the delays specified, they will be foreclosed from doing so.

Montreal, this 2nd of June, 1942.

NADEAU, TAILLEFER,
NADEAU & LAURIER.
1256-23-2-0 Attorneys for Plaintiff.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 1090. } L'OFFICE DU CRÉ-
DIT AGRICOLE }
DU QUÉBEC, deman- }
deresse; vs ZOEL CA- }
BANA, défendeur, et J. }
A. PERRAS, N.P., curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur, mais actuellement entre les mains du curateur au délaissement.

Un terrain de cinq arpents et deux perches de largeur, au front, par huit arpents de largeur, au cordon, et vingt-huit arpents de longueur plus ou moins comme le lot numéro trois cent soixante-dix-huit (378), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la partie Est du canton de Farnham, district de Bedford, avec les dépendances, sujet, ledit immeuble, à une servitude créée en vertu d'un droit de passage, consentie par Arsène Paquette en faveur de Southern Canada Power Co., devant témoins, le vingt et un mai mil neuf cent vingt-cinq, dont copie a été enregistrée au Bureau d'Enregistrement du comté de Brome, N° 49,501, pour ériger une ligne de transmission électrique, etc. sur ledit lot, à perpétuité.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Vincent Ferrier d'Adamsville, à Adamsville, dit District, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN, 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
ARTHUR C. JAMESON.
Bureau du shérif, Sweetsburg, Qué., ce 18 mai 1942. 1148-21-2-0

[Première publication, 23 mai 1942]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Québec. Province de Québec, N° 762. } LA COMMISSION DES
ACCIDENTS DU }
TRAVAIL DE QUÉBEC, corps politique et }
incorporé ayant son siège social au N° 73, Grande- }
Allée, in the cité de Québec, demanderesse; vs }
D. E. McDONALD, of St-Donat, Cté de }
Montcalm, défendeur.

1° Le lot P-8 du deuxième rang, des plan et livre de renvoi officiels du Canton Lussier.

2° Le lot P-10 du deuxième rang des plan et livre de renvoi officiels du Canton Lussier, le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances dessus construites.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 1090. } QUEBEC FARM,
LOAN BOARD, }
plaintiff; vs ZOEL CA- }
BANA, defendant; and }
J. A. PERRAS, N.P., }
curator to the abandonment.

As belonging to the defendant, but actually in the possession of the curator to the abandonment.

A lot of land measuring five arpents and two perches in width, in front, by eight arpents in width, at the "cordon", and twenty-eight arpents in length, more or less, known as lot number three hundred and seventy-eight (378), of the official cadastral plan and in the book of reference of the East Part of the Township of Farnham, District of Bedford—with the dependencies, subject, the said immovable, to a servitude created in virtue of a right of way, consented by Arsène Paquette in favour of the Southern Canada Power Co., before witnesses, the twenty-first of May, one thousand nine hundred and twenty-five, a copy whereof was registered in the Registry Office for the County of Brome, No. 49,501 to erect an electric transmission line, etc. on said lot, at perpetuity.

To be sold, at the parochial church door of the Parish of St-Vincent Ferrier d'Adamsville, at Adamsville, said district, on the TWENTY-FIFTH day of JUNE, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR C. JAMESON,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Sweetsburg, Que., this 18th May, 1942. 1148-21-2

[First publication May 23rd, 1942]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Québec. Province of Québec, N° 762. } THE QUEBEC WORK-
MEN'S COMPENSA- }
TION COMMISSION, a body politic and }
corporate having its head office at No. 73 Grande }
Allée, in the city of Québec, plaintiff; vs D. E. }
McDONALD, of St-Donat, county of Mont- }
calm, defendant.

1. Lot P-8 of the Second Range of the official plan and in the book of reference of the Township Lussier.

2. Lot P-10, of the Second Range, of the official plan and in the book of reference of the Township Lussier—the whole with buildings, circumstances and dependencies thereon erected.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Donat, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JUIN, 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, J. A. BÉLANGER.
Joliette, le 12 mai 1942. 1158—21-2-o
[Première publication, 23 mai 1942]

Fieri Facias de Terris
District de Joliette

Cour Supérieure, } LA COMMUNAUTÉ
Province de Québec, } DES SŒURS DE
N° 7391 } CHARITÉ DE LA PRO-
VIDENCE, corporation légalement constituée
ayant son siège principal en la cité de Montréal,
LA CORPORATION DES SŒURS DE L'IMMACULÉE
CONCEPTION, corporation légalement constituée
ayant son siège principal en la cité d'Outremont
dans le district de Montréal, et SON EXCELLENCE
MGR JOSEPH ARTHUR PAPINEAU, Evêque de Joliette,
domicilié en la cité de Joliette, district de Joliette,
demandeurs; vs ROSARIO BEAUDRY, de la cité
et du district de Joliette.

a) Un terrain ou emplacement sis en la cité de Joliette, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quarante-quatre, (ptie 44) de la subdivision projetée du lot numéro cinq cent trois, (503-44) du cadastre de la ville de Joliette, de 50 pieds de front sur 190 pieds de profondeur, borné en front par l'élargissement projeté de la rue de Lanaudière, en profondeur au numéro 503-27, d'un côté au numéro 503-45, et de l'autre côté à partie des Nos 503-40, 503-43 et 503-39, avec maison à deux logements et autres bâtisses,

b) Un autre terrain ou emplacement sis au même lieu, connu audit cadastre comme étant une partie du lot numéro quarante-cinq, (Ptie 45) de la subdivision projetée du lot numéro cinq cent trois (503-45) de 50 pieds de front sur 190 pieds de profondeur, borné en front par l'élargissement projeté de la rue de Lanaudière, en profondeur au numéro 503-26, d'un côté au numéro 503-44 et de l'autre côté au N° 503-46 avec bâtisse étant manufacture de bois, portes et chassis.

Avec toutes les machineries attachées à perpétuelle demeure aux dits immeubles.

Pour être vendus au Bureau du Shérif, au Palais de Justice en la cité de Joliette, le QUINZIÈME jour du mois de JUILLET 1942, à DEUX heures de l'après midi.

Bureau du shérif, J. A. BÉLANGER.
Joliette, le 9 juin 1942. 1321-24-2-o
[Première publication, le 13 juin 1942]

MONTREAL

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } HON. JUGE ALPHON-
N° 207396 } SE DÉCARY, De-
mandeur; vs J.-A. ARCHAMBAULT, es-qualité,
Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue St-Charles, en la ville de Dorval, composé de la subdivision numéro trente-neuf du lot originaire numéro huit cent soixante-quinze (875-39) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine, comté de Jacques-Cartier, et de la resubdivision numéro six de la subdivision numéro vingt et un dudit lot originaire numéro huit cent soixante-quinze (875-21-6) avec toutes les bâtisses dessus construites, incluant celle portant

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Donat, on the TWENTY-FIFTH day of the month of JUNE, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. BÉLANGER,
Joliette, May 12, 1942. 1158—21-2
[First publication, May 23, 1942]

Fieri Facias de Terris
District of Joliette

Superior Court, } LA COMMUNAUTÉ
Province of Quebec, } DES SŒURS DE
No. 7391 } CHARITÉ DE LA PRO-
VIDENCE, a body politic and corporate, having
its head office in the City of Montreal, LA COR-
PORATION DES SŒURS DE L'IMMACULÉE
CONCEPTION, a body politic and corporate,
having its head office in the City of Outremont,
District of Montreal, and HIS EXCELLEN-
CY MGR. JOSEPH ARTHUR PAPINEAU, Bishop of Joliette,
domiciled in the City of Joliette, District of Joliette, plaintiffs; vs
ROSARIO BEAUDRY, of the City and District of Joliette.

a) A lot of land or emplacement, situate in the City of Joliette, known and designated as being part of lot number forty-four (Pt. 44) of the proposed subdivision of lot number five hundred and three (503-44) of the cadastre for the Town of Joliette, measuring 50 feet in front by 190 feet in depth, bounded in front by the proposed widening of de Lanaudière street, on the depth by number 503-27, on one side by number 503-45 and on the other side by part of Nos. 503-40, 503-43 and 503-39—with a house containing two dwellings and other buidings;

b) Another lot of land or emplacement, situate in the same place, known on said cadastre as being part of lot number forty-five (Pt. 45) of the proposed subdivision of lot number five hundred and three (503-45) measuring 50 feet in front by 190 feet in depth, bounded in front by the proposed widening of de Lanaudière street, on the depth by number 503-26, on one side by number 503-44 and on the other side by No. 503-46—with a building, being the wood, door and sash factory.

With all the machinery attached, in perpetuity, to the said immovables.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in the City of Joliette, on the FIFTEENTH day of the month of JULY, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. BÉLANGER,
Joliette, June 9th, 1942. 1321-24-2
[First publication, June 13th, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } THE HON. JUSTICE AL-
No. 207396 } PHONSE DÉCARY,
plaintiff; vs J. A. ARCHAMBAULT, es-qualité,
defendant.

An emplacement fronting on St-Charles street, in the Town of Dorval, composed of subdivision number thirty-nine of original lot number eight hundred and seventy-five (875-39) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Lachine, county of Jacques-Cartier, and the resubdivision number six of subdivision number twenty-one of said original lot number eight hundred and seventy-five (875-21-6)—with all the buildings thereon erected, including the one

le numéro civique 8 de ladite rue St-Charles à Dorval.

Le tout sujet au bail consenti à Dame Germaine Savoie, veuve de René Lasnier, consenti le 12 avril 1942 pour un an à partir du 1er mai 1942 au 1er mai 1943 à raison de trente-cinq dollars (\$35.00) par mois.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQ JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$447.50 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Forest, daté le 19 mai 1942.

Bureau du shérif, Montréal, 20 mai 1942
[Première publication, 23 mai 1942]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
1159-21-2-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } CANADIAN PERSONAL
N° 208598 } AL LOAN & FINAN-
CE CO. INC., demanderesse vs DAME GERMAINE DUBOIS, défenderesse.

“La propriété portant le numéro civique 5720, Avenue Monkland, cité de Montréal, située sur un emplacement formant partie du lot originaire numéro cent soixante et quinze aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu au plan de subdivision dûment fait et enrégistré dudit lot originaire comme étant la subdivision cinq cent soixante et cinq (175-P565)”

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZE JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, le 10 juin 1942.
[Première publication, le 13 juin 1942]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
1322-24-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 5/42 } contre GÉRARD BEAULIEU, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

Le lot N° 279 (deux cent soixante-dix-neuf) du cadastre officiel pour St-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot vacant situé rue de Lanaudière, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, ce 10 juin 1942.
[Première publication, 13 juin 1942]
[Deuxième publication, 27 juin 1942]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
1311—24-2-0

Fieri Facias

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 3604/39 } contre MARIE JUSTINE CÔTÉ, épouse séparée de biens de Joseph Letarte, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, et ledit JOSEPH LETARTE, mis en cause, pour autoriser et assister sa dite épouse, à savoir:

Le lot N° 3999 (trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement mesurant 40 pieds de front sur 40 pieds de profondeur, plus ou moins, borné par devant au nord par la rue O'Connell, au sud par

bearing civic number 8 of said St-Charles street, Dorval.

The whole subject to a lease consented to Dame Germaine Savoie, widow of René Lasnier, consented the 12th of April, 1942 for one year from the 1st of May, 1942, to the 1st of May, 1943, at the rate of thirty-five dollars (\$35.) per month.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$447.50 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated the 19th May, 1942.

Sheriff's Office, Montreal, May 20, 1942.
[First publication, May 23, 1942]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
1159-21-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } CANADIAN PERSONAL
No. 208598 } AL LOAN & FINANCE
CO. INC., Plaintiff; vs DAME GERMAINE DUBOIS, défendant.

“The property bearing civic number 5720 Monkland Avenue city of Montreal, erected on an emplacement forming part of original lot number one hundred and seventy-five on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal and more particularly known on the subdivision plan duly made and fyled of the said original lot as subdivision five hundred and sixty-five (175-P565)”

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, June 10th, 1942.
[First publication, June 13th, 1942]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
1322-24-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court.

Québec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 5/42 } Against GÉRARD BEAULIEU, of our city of Québec, in our district of Québec, to wit:

Lot No. 279 (two hundred and seventy-nine) on the official cadastre for “St-Roch Nord” now Jacques Cartier ward, of the city of Québec, being a vacant lot situate on de Lanaudière street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, June 10th, 1942.
[First publication, June 13th, 1942]
[Second publication, June 27th, 1942]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
1311—24-2

Fieri Facias

Recorder's Court.

Québec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 3604/39 } against MARIE JUSTINE CÔTÉ, wife separate as to property of Joseph Letarte, of our city of Québec, in our district of Québec, and the said JOSEPH LETARTE, mis en cause, to authorize and assist his said wife, to wit:

Lot No. 3999 (three thousand nine hundred and ninety-nine) of the official cadastre for Montcalm Ward, of the city of Québec, being an emplacement measuring 40 feet in front by 40 feet in depth, more or less, bounded in front on the north by O'Connell street, on the south by

les représentants Bouré, à l'est par les représentants Lallie, et du côté ouest par John Hearn, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Tel que le tout est actuellement, avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, ce 10 juin 1942.
 [Première publication, 13 juin 1942]
 [Deuxième publication, 27 juin 1942]

Fieri Facias
 Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC, N° 3248/30 } contre PAUL DESPRÉS, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

Les subdivisions 19 et 20 (dix-neuf et vingt) du lot N° 2341-C (deux mille trois cent quarante et un-C) du cadastre officiel pour la paroisse St-Sauveur, de la cité de Québec, étant des emplacements situés à St-Malo, contenant respectivement 30 pieds de front sur une profondeur de 68 pieds, mesure anglaise, le tout plus ou moins, bornés vers le nord par une ruelle (N° 2341-C-24), vers le sud par la rue St-Gabriel (St-Bernard), vers l'est par le lot N° 2341-C-18, et à l'ouest par le lot N° 2341-C-21, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, ce 10 juin 1942.
 [Première publication, 13 juin 1942]
 [Deuxième publication, 27 juin 1942]

Fieri Facias
 Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC, N° 825/42 } contre ULDÉRIC LAN-GEVIN, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de curateur à la succession de feu Joseph Alfred Everell, en son vivant employé de chemin de fer, de la cité de Québec, à savoir:

La subdivision 244 (deux cent quarante-quatre) du lot N° 434 (quatre cent trente-quatre) du cadastre officiel de St-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot vacant situé sur la 4ème Rue (actuellement rue de la Normandie) mesurant 25 pieds de front sur une profondeur de 80 pieds, ayant une superficie de 2000 pieds, mesure anglaise borné en front au sud-ouest par la 4ème Rue (de la Normandie), à la profondeur au nord-est par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par la subdivision 243, de l'autre côté au sud-est par la subdivision 247, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, ce 10 juin 1942.
 [Première publication, 13 juin 1942]
 [Deuxième publication, 27 juin 1942]

the representatives of Bouré, on the east by the representatives of Lallie, and on the west side by John Hearn, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. As the whole presently subsists, with the active and passive servitudes, without exception or reserve.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, June 10, 1942.
 [First publication, June 13th, 1942]
 [Second publication, June 27th, 1942]

Fieri Facias
 Recorder's Court.

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC, No. 3248/30 } against PAUL DESPRÉS, of our city of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

Subdivisions 19 and 20 (nineteen and twenty) of lot No. 2341-C (two thousand three hundred and forty-one-C) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur, of the city of Quebec, being emplacements situate at St-Malo, containing respectively 30 feet in front by a depth of 68 feet, English measure, the whole more or less, bounded on the north, by a lane, (No. 2341-C-24), on the south by St-Gabriel street (St-Bernard), on the east by lot No. 2341-C-18, and on the west by lot No. 2341-C-21—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, June 10th, 1942.
 [First publication, June 13th, 1942]
 [Second publication, June 27th, 1942]

Fieri Facias
 Recorder's Court.

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC, No. 825/42 } against ULDÉRIC LAN-GEVIN, of our city of Quebec, in our district of Quebec, in his quality of curator to the estate of the late Joseph Alfred Everell, in his lifetime railway employee, of the city of Quebec, to wit:

Subdivision 244 (two hundred and forty-four) of lot No. 434 (four hundred and thirty-four) of the official cadastre for St-Roch-North, now Jacques-Cartier Ward, of the city of Quebec, being a vacant lot situate on 4th street (actually de la Normandie street), measuring 25 feet in front by a depth of 80 feet, having an area of 2000 feet, English measure, bounded in front on the south-west by 4th street (de la Normandie), in depth on the north-east by a lane, on one side to the north-west by subdivision 243, on the other side to the South-East by subdivision 247, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, June 10th, 1942.
 [First publication, June 13th, 1942]
 [Second publication, June 27th, 1942]

ROBERVAL

Canada, Province de Québec, District de Roberval, Cour de Magistrat, St-Joseph d'Alma, N° 2888. } J. V. TREMBLAY, avocat, résidant et pratiquant en la Ville de St-Cour de Magistat, Joseph d'Alma, District de Roberval, Demandeur; vs LA FILATURE DE MÉTABETCHOUAN, LIMITÉE, corps légalement constitué, ayant son bureau d'affaires à Métabetchouan, dans le District de Roberval, Défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Un terrain et emplacement situé en le Village de Saint-Jérôme, mesurant 70 pieds de largeur et 126 pieds de longueur environ, faisant partie du lot connu et désigné sous le N° un-R (Ptie N° 1 - R) du rang A du Cadastre du Canton Métabetchouan, borné comme suit: en front vers le nord à rue qui s'y trouve, soit la rue St-Antoine; au sud au terrain appartenant à le cercle de Saint-Jérôme de l'A.C.J.C.; joignant à l'ouest le terrain de Antoine Gauthier; et à l'est au terrain de la venderesse (Les Produits Agricola Ltée.), avec ensemble bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et ensemble le moulin à laine qui s'y trouve et manufacture, machines et machineries.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Jérôme (Métabetchouan), comté Lac St-Jean, P.Q., LUNDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JUIN, mil neuf cent quarante-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Roberval, ce 20 mai 1942. [Première publication, 23 mai 1942]

Le shérif, A. LACOMBE. 1160-21-2-0

SAGUENAY
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Québec, No. 44,527. } E MILE CÔTÉ ENRG. vs LES HÉRI TIERS DE FEU F. ODINA LAGUEUX, savoir:—

Un camp appelé "Bois Joli" Camp Lagueux consistant dans une construction en bois rond, environ 20 pieds carré, situé au Lac La Galette, près du chalet du Club La Galette, avec son contenu de meubles et accessoires de pêche, s'il y en a, le tout dans le Parc National, environ 15 milles au Nord de St. Urbain, y compris droit de pêche, de possession, d'occupation suivant les règlements du club.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la deuxième division du comté de Charlevoix à Baie St-Paul, MERCREDI le QUINZE JUILLET 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, La Malbaie, le 9 juin 1942. [Première publication, le 13 juin 1942]

Le shérif, ELZÉAR VILLENEUVE. 1323-24-2-0

TERREBONNE
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 7551. } JOSEPH JOLICFUR, bourgeois de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, demandeur; vs LOUIS JOSEPH GAUDET, des mêmes lieux, défendeur, et J. P. VERMETTE, des cité et district de Montréal, en sa qualité de syndic à la faillite du défendeur, mis-en-cause.

ROBERVAL

Canada, Province de Québec, District de Roberval, Magistrate's Court, St-Joseph d'Alma, No. 2888. } J. V. TREMBLAY, avocat, residing and practising in the Town of St-Joseph d'Alma, district of Roberval, plaintiff; vs LA FILATURE DE MÉTABETCHOUAN, LIMITÉE, a body duly incorporated, having its head office at Métabetchouan, in the district of Roberval, defendant.

As belonging to the defendant:

A lot of land or emplacement situate in the Village of Saint-Jérôme, measuring 70 feet in width and about 126 feet in length, forming part of the lot known and designated under number one-R (Pt. No. 1-R) of Range "A" of the cadastre of the township of Métabetchouan, bounded as follows: in front towards the North by the street there situate, namely St-Antoine street; on the South by the lot of land belonging to the Cercle de Saint-Jérôme de l'A.C.J.C.; adjoining on the West the land of Antoine Gauthier; and on the East the land of the vendor (Les Produits Agricola, Ltée.)—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with the wollen mill there situate and factory, machines and machinery.

To be sold at the church door of Saint-Jérôme (Métabetchouan), County of Lake St. John, P.Q., MONDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and forty-two, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Roberval, this 20th May, 1942. [First publication, May 23rd, 1942]

A. LACOMBE, Sheriff. 1160-21-2

SAGUENAY
Superior Court

Canada, Province de Québec, District de Québec, No. 44,527. } E MILE CÔTÉ ENRG., vs THE HEIRS OF THE LATE F. ODINA LAGUEUX, to wit:

A camp called "Bois Joli", "Camp Lagueux", consisting of a log cabin, about 20 feet square, situate at Lac La Galette, near the Chalet of Club La Galette—with all its furniture and fishing accessories, if any, the whole in the National Park, about 15 miles North of St-Urbain, including rights of fishing, possession and occupancy according to the by-laws of the club.

To be sold at the Registry Office of the Second Division of the County of Charlevoix, at Baie St-Paul, on WEDNESDAY the FIFTEENTH of JULY, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, La Malbaie, June 9, 1942. [First publication, June 13th, 1942]

ELZÉAR VILLENEUVE, Sheriff. 1323-24-2

TERREBONNE
Superior Court

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No. 7551. } JOSEPH JOLICFUR, burgess of the town of Terrebonne, district of Terrebonne, demandant; vs LOUIS JOSEPH GAUDET, of the same place, defendant, and J. P. VERMETTE, of the city and district of Montreal, in his quality of syndic at the bankruptcy of the defendant, mis-en-cause.

A) Un terrain situé en la ville de Terrebonne faisant partie du lot numéro 133 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Terrebonne; lequel contient à peu près 147 pieds de largeur sur 93 pieds de longueur dans sa ligne est, et 75 pieds dans sa ligne ouest, avec bâtisse dessus érigées;

Ce terrain est borné au sud par les emplacements de feu Alphonse Desjardins et de Dame Pierre Piché, touchant du côté est à l'emplacement ci-après décrit pour partie et pour l'autre partie au lot numéro vingt-trois de la subdivision officiel du lot numéro sept (7-23) en profondeur par feu Alphonse Desjardins ou ses représentants et enfin du côté nord par Louis Georges Ouimet; le tout tel que clôturé; avec droit de passage tant à pied qu'en voiture sur le lot de terre portant le numéro 133 du cadastre officiel de la Ville de Terrebonne, comté de Terrebonne, en arrière du terrain de feu Alphonse Desjardins ou ses représentants, et aussi le droit de passage pour communiquer à la rue Saint-Louis sur un passage ou chemin de 18 pieds de largeur sur cette partie du lot de terre appartenant aux représentants de feu Alphonse Desjardins et portant le numéro 132 de la dite Ville de Terrebonne et tel que ce droit de passage peut exister aux termes d'un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne le 25 octobre 1883 sous le numéro 28168;

B) D'une petite lisière de terrain démembré du lot de terre portant le numéro vingt-deux de la subdivision officielle du lot numéro sept (7-22) de ladite Ville de Terrebonne, comté de Terrebonne et ayant 18 pieds anglais de largeur à sa frontière où elle touche à l'Avenue Malvina, aujourd'hui Avenue Théberge sur une profondeur de 120 pieds où elle touche au fossé de la ligne qui divise le numéro 22 dudit numéro 133 du cadastre de la ville de Terrebonne et bornée du côté nord par le lot N° 23 et de l'autre côté sud, par le résidu du lot 22 dudit cadastre et appartenant à Léon Desjardins ou ses représentants.

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale de Terrebonne, le TRENTIÈME jour de JUIN mil neuf cent quarante-deux à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Un dépôt de \$446 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur d'après jugement rendu par la Cour Supérieure du district de Terrebonne en date du 16 mai 1942.

Bureau du shérif, Le shérif,
ALB. FOURNELLE.
Saint-Jérôme, ce 20 mai 1942. 1157-21-2-o
[Première publication, 23 mai 1942]

Cour Supérieure
Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 201161 }
ARMAND MATHIEU, des cité et district de Montréal, demandeur; vs H. DENIS DUFORT, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un emplacement partie du lot connu et désigné sous le numéro 23 aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse St-Louis de Terrebonne, contenant 75 pieds de largeur, sur 80 de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, Borné en front par une route projetée de 36 pieds de largeur, partant de la Rivière Jésus, allant au chemin de la Grande Côte. En arrière par la terre d'Hubert Demuet. Au sud par partie dudit lot, appartenant à Onésime St-Jean; Au nord, par autre partie dudit lot, appartenant à Hilaire Champagne. Avec bâtisses dessus érigées.

A) A piece of ground situated in the town of Terrebonne, being part of the lot number 133 of the plan of official reference book for the town of Terrebonne which contains about 147 feet width per 93 feet long on the est line and 75 feet on the west line, with building thereon erected.

This ground is bounded at the south by the emplacements of late Alphonse Desjardins and Dame Pierre Piché, touching on the east side to the emplacement hereafter describe for a part and for a other part to lot number 23 of the official subdivision of the lot number seven (7-23) in depth by late Alphonse Desjardins or representatives, and last on the north side by Louis Georges Ouimet, the whole as now fenced with a right of way on foot as well as driving on the lot of land bearing number 133 of the official plan of the town of Terrebonne, county of Terrebonne at the rear of the ground of the late Alphonse Desjardins or his representatives and also the right passage or road of 18 feet wide of that part of land belonging to representative of late Alphonse Desjardins bearing number 132 of the said town of Terrebonne as the right of way can existed to the terms of a bill of sale registered at the registry office for the county of Terrebonne on October 25th 1883 under number 28168.

B) Of a small piece of ground distracted of the lot of land bearing number 22 of the official subdivision of lot number seven (7-22) of the town of Terrebonne county of Terrebonne and measuring 18 english feet large at his frontage were it touch to Malvina Avenue to day Theberge Avenue on a depth 120 feet were it touch to the ditch of the line that separate the number 22 from the said number 133 of the official plan of the town of Terrebonne and bounded to the north by the lot number 23 and to the other south side by the balance of the lot 22 on the said plan and belonging Leon Desjardins or his representatives.

To be sold at the parochial church door of Terrebonne, the THIRTIETH day of JUNE 1942 at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

A deposit of \$446. shall be exacted from each and every bidder as per judgement delivered by the Superior Court of the district of Terrebonne on May the sixteenth 1942.

Sheriff's office, ALB. FOURNELLE, Sheriff.
St. Jerome, May 20th, 1942. 1157-21-2-o
[First publication, May 23rd, 1942]

Superior Court
Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 201161 }
ARMAND MATHIEU, of the city and district of Montréal, demandant; vs H. DENIS DUFORT, of the city and district of Montréal, defendant.

An emplacement being part of lot, known and designated under number 23 at the plan and reference book, of the Parish of St. Louis of Terrebonne, containing 75 feet wide on 80 feet depth, english measure, more or less. Bounded in front by a projected road of 36 feet wide going from de Jesus River to Grande Cote road. At the rear by Hubert Demuet's land. At the south by part of said lot belonging to Onesime St-Jean, at north by another part of said lot belonging to Hilaire Champagne. With building thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise St-Louis de Terrebonne le QUINZE JUILLET 1942 à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).
Un dépôt de \$50.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer en date du 5 juin 1942.

Le shérif,
Bureau du shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, 10 juin 1942. 1324-24-2-o
[Première publication, 13 juin 1942]

To be sold at the church door St. Louis de Terrebonne, JULY FIFTEENTH 1942 at TWO o'clock in the afternoon, (daylight saving time).
A deposit of \$50.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer dated the 5th June 1942.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, 10th, June 1942. 1324-24-2-o
[First publication, 13th, June 1942]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, }
Province de Québec, } DAME LÉONA
District des Trois-Rivières, } GAUTHIER,
N° 7254 } des cité et district
des Trois-Rivières,
veuve de Arthur Nobert, de son vivant du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire à la dite succession, demandeurs; vs MARGUERITE BOURASSA et MONIQUE BOURASSA, toutes deux des cité et district des Trois-Rivières, défenderesses.

"Un terrain situé au coin sud-est des rues St-François Xavier et Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières, mesurant soixante pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur, le tout plus ou moins et connu sous le numéro deux mille cent quatre-vingt-cinq (N° 2185), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, moins cependant et à déduire la partie frontale du susdit lot acquise par la Corporation de la cité de Trois-Rivières, pour l'élargissement de ladite rue Notre-Dame, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à mon bureau, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, MARDI, le QUATORZE JUILLET, prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 6 juin 1942. 1315-24-2-o
[Première publication, 13 juin 1942]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, }
Province of Quebec, } DAME LÉONA
District of Trois-Rivières, } GAUTHIER,
No. 7254 } of the City and
District of Trois-
Rivières, widow of Arthur Nobert, in his life-time of the same place, both personally and in her quality of testamentary executrix to the Estate of the said late Arthur Nobert, and ROLAND NOBERT, chartered accountant, of the City and District of Trois-Rivières, in his quality of co-testamentary executor to the said Estate, plaintiffs; vs MARGUERITE BOURASSA and MONIQUE BOURASSA, both of the City and District of Trois-Rivières, defendants.

A lot of land situate on the southeast corner of St. François-Xavier and Notre-Dame streets, in the City of Trois-Rivières, measuring sixty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, the whole more or less and known under number two thousand one hundred and eighty-five (No. 2185) on the official cadastral plan and in the book of reference for the City of Trois-Rivières; minus, however, and to be deducted, the front part of said lot acquired by the Corporation of the City of Trois-Rivières for the widening of said Notre-Dame street—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House, in the City of Trois-Rivières, on TUESDAY, the FOURTEENTH of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, June 6th, 1942. 1315-24-2
[First publication, June 13th, 1942]

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL

ORDER IN COUNCIL

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

N° 1404

Number 1404

Québec, le 11 juin 1942.

Quebec, June 11, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant la prolongation de la durée du décret relatif aux employés de garage dans l'île de Montréal, l'île Jésus et un rayon de 10 milles de leurs limites.

Concerning the extension of the duration of the decree relating to garage employees in Montreal and Jesus islands and a radius of 10 miles from their limits.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que le décret numéro 1742, du 11 juillet 1941 et amendements, relatif aux employés de garage dans l'île de Montréal, l'île Jésus et un rayon de

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour and pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the decree number 1742, of July 11, 1941, and amendments, relating to garage employees in Montreal and Jesus Islands and a radius of

10 milles de leurs limites, soit prolongé pour une période de douze mois à compter du 24 juin 1942.

1325-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDRE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1402

Québec, ce 11 juin, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux employés de garage dans l'île de Montréal et l'île Jésus.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts re-fondus de Québec 1941, chapitre 163), le comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district a présenté à l'honorable Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 1742, du 11 juillet 1941, modifié par l'arrêté en conseil numéro 559, du 11 mars 1942, relatif aux employés de garage dans l'île de Montréal, l'île Jésus et un rayon de dix milles de leurs limites:

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 28 mars 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1742 soit modifié de la façon suivante:

1. Le mot "vulcanisateur" est ajouté aux métiers déjà mentionnés au paragraphe "c" de l'article I et au paragraphe "b" de l'article III.

2. Le paragraphe "k" de l'article I est remplacé par le suivant:

"k. *Garage*: Tout endroit où les véhicule-automobiles sont réparés, transformés, démolis ou remis. Sont considérés comme garages et, par conséquent, assujettis au présent décret, tous les établissements où se fait exclusivement ou en partie la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-automobile, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-automobile ou non."

3. Le paragraphe "c" de l'article VIII est remplacé par le suivant:

"c. Dans le cas des apprentis, les salopettes ou jaquettes spéciales exigées par le patron sont fournies et blanchies aux frais du patron seul, durant le premier semestre d'apprentissage.

A l'expiration du premier semestre d'apprentissage, ces salopettes ou jaquettes spéciales sont fournies et blanchies, moitié aux frais du patron, moitié aux frais de l'apprenti."

1329-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ORDRE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1403

Québec, ce 11 juin, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une modification au décret relatif à l'industrie du meuble de Québec.

10 miles from their limits, be extended for a period of twelve months from June 24, 1942.

1325-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1402

Quebec, June 11, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to garage employees in Montreal and Jesus Islands.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District has presented to the Honourable Minister of Labour a request to modify the decree number 1742, of July 11, 1941, modified by Order number 559, of March 11, 1942, relating to the garage employees in Montreal and Jesus Islands and a radius of ten miles from their limits;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of March 28, 1942;

Whereas no objection to its approval has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1742, be modified in the following manner:

1. The word "vulcanizer" is added to the trades mentioned in section I, sub-section "c" and in section III, sub-section "b".

2. Sub-section "k" of section I is replaced by the following:

"k. *Garage*: Any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts and-or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories are part of the motor-vehicle, shall be considered as garages, and consequently, governed by the present decree."

3. Sub-section "c" of section VIII is replaced by the following:

"c. In the case of apprentices, special overalls or jackets used at the employer's request, shall be supplied and laundered by the employer alone, during the first six months of apprenticeship.

At the expiry of those said first six months of apprenticeship, these special overalls or jackets shall be supplied and laundered by the employer and the apprentice, the costs thereof to be equally divided between them."

1329-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1403

Quebec, June 11, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment to the decree relating to the Furniture Industry of Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité conjoint de l'industrie du meuble de Québec a présenté à l'honorable Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender le décret numéro 3134, du 26 novembre 1937 et amendements, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 25 avril 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le présent amendement est conforme aux prescriptions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 8253, amendé par C.P. 9514, et qu'à la suite d'une décision du Conseil National du Travail en temps de guerre, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut l'incorporer dans les décrets en exécution de la Loi de la convention collective;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 3134 soit modifié de la façon suivante:

L'article III-A suivant est ajouté:

III-A. *Indemnité de vie chère*. 1. Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître, ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1942, au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2. La hausse ou la baisse de l'indice est déterminée en points, à un dixième de point près, après que l'indice pour le mois d'août 1939 aura été porté à 100;

3. L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paie, lors de la remise du salaire pour cette période ainsi qu'il suit:

a) Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

(i) \$0.25 par semaine pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés travaillant à des salaires de base de \$25.00 ou plus par semaine, et

(ii) Un pour cent (1%) de leur salaire hebdomadaire de base, pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans, et pour toutes les salariées travaillant à des salaires de base de moins de \$25.00 par semaine;

b) Le chiffre de l'indemnité doit être fixé de nouveau tous les trois mois, (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédant immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre), à celui qui a servi de base à la dernière modification de la dite indemnité. Le montant de l'indemnité n'est pas modifié, à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point, ou davantage;

4. L'indemnité ne doit être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Lorsque pour une période de travail donnée, un

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Honourable Minister of Labour by the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec to modify decree number 3134, of November 26, 1937, and amendments, relating to the furniture industry in the province of Quebec;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on April 25, 1942;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

Whereas the present amendment complies with the provisions of Federal Order in Council P.C. 8253, as amended by P.C. 9514, and, as a result of a decision of the National War Labour Board, the Lieutenant-Governor in Council may incorporate same in the decrees under the collective Agreement Act;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree, number 3134, be modified in the following manner;

The following section III-A is added:

"III-A. *Cost of Living Bonus*: 1. All employers governed by the present decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks. a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of January 1942, over that of October 1st, 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics;

2. The rise or fall in the index shall be measured in points, to the nearest one tenth of one point, after the index has been adjusted to the base of 100 for August, 1939;

3. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period, as follows:

a) For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

(i) \$0.25 per week for all adult male employees, and, for all other employees employed at basic wage rates of \$25.00 or more per week, and

(ii) One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates or less than \$25.00 per week;

b) The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz. effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz. January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more;

4. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. For any pay period during which an employee is em-

salarié travaille moins que le nombre d'heures normal, on doit lui verser une partie de l'indemnité de plein temps, dans la proportion du nombre d'heures pendant lesquelles il a travaillé, au salaire de base, par rapport au nombre d'heures normal pour cette période.

1330-0 A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ployed and paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period."

1330-0 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Commission du salaire minimum

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que l'ordonnance numéro 13, 1942, de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1395 du 11 juin 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 13, 1942

(Fabrication d'allumettes)

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1941, ch. 164), décrète et statue

1. Que les dispositions de l'ordonnance générale N° 4, 1942 (en vigueur depuis le 18 avril 1942) régissent tous les établissements où se fabriquent des allumettes dans la Province aux deux seules exceptions suivantes:

A. Tous lesdits établissements sont considérés, quel que soit l'endroit où ils se trouvent, comme appartenant à la zone deux (II) de ladite ordonnance N° 4;

B. Pour lesdits établissements, la semaine normale, au sens de l'article 55 de ladite ordonnance N° 4, 1942, est de 60 heures pour les hommes et 55 heures pour les femmes.

2. La présente ordonnance N° 13, 1942, abroge et remplace l'ordonnance N° 13, du 5 août 1938; elle sera en vigueur du jour de sa publication dans la *Gazette officielle* jusqu'à la date du 1er juin 1943.

Fait à Québec, ce 22 avril 1942.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY.
Le vice-président, " GUS. FRANCO.
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN.

[Sceau]

Copie conforme

Le secrétaire,

J.-A.-V. AUGER.

1326-0

Ministère du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du comité conjoint des barbiers-coiffeurs de Salaberry de Val-

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following Ordinance number 13, 1942, of the Minimum Wage Commission, has been approved by Order in Council number 1395, of June 11, 1942.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 13, 1942

(Match Industry)

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164), orders and decrees

1. That the provisions of general Ordinance No. 4, 1942 (in force since April 18, 1942), govern all establishments of the Match Industry in the Province, save only the two following exceptions:

A. All said establishments, wherever they be situated, are, for the purposes of the present Ordinance, classed in zone two (II) of Ordinance No. 4, 1942.

B. For said establishments, the regular work-week such as defined in section 55 of said Ordinance No. 4, 1942, is 60 hours for men, and 55 hours for women.

2. That the present Ordinance No. 13, 1942, repeals and replaces Ordinance No. 13 dated August 5, 1938; it shall be in force from the day of its publication in the *Official Gazette* until June 1, 1943.

Passed and dated at Quebec, this twenty-second day of the month of April in the year one thousand nine hundred and forty-two.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN.

[Seal]

True copy

J. A. V. AUGER,

Secretary.

1326-0

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of Salaberry of Valley-

leyfield, dont le siège social est situé dans la cité de Salaberry de Valleyfield, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1397 du 11 juin 1942.

En vertu de la Loi de la convention collective, les dispositions suivantes des règlements dudit comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"15. *Certificat de qualification*:—Le Comité décide que nulle personne ne peut exercer le métier de barbier dans la juridiction territoriale déterminée par le décret numéro 721, du 26 mars 1942, actuellement en vigueur, savoir, dans la cité de Salaberry de Valleyfield et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, à moins qu'elle ne détienne un certificat de qualification émis par le bureau des examinateurs du comité paritaire.

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 juin 1942. 1327-o

field, have been approved by Order in Council number 1397, of June 11, 1942.

Under the Collective Agreement Act, the following provisions of the by-laws of the said Joint Committee have been declared obligatory:

"15.—*Certificate of competency*:—The Committee decides that no one may carry on the barber trade in the territorial jurisdiction of decree number 721, of March 26, 1942, now in force in the City of Salaberry of Valleyfield and a radius of five (5) miles from its limits, without holding a certificate of competency issued by the Board of Examiners of the Parity Committee.

The present regulation comes into force the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 13, 1942. 1327-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 24

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1965

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Brunelle vs Legault..... 1977
Gagnon vs Dupuis..... 1977

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1402—Employés de garage dans l'île de Montréal et l'île Jésus..... 1992
1404—Employés de garage dans l'île de Montréal et l'île Jésus..... 1991
1403—Industrie du meuble de Québec... 1992

AVIS DIVERS:

L'Association des Employés de l'Usine Cherrier de la Canadian Car Munitions Limited..... 1977

BUREAU-CHEF:

Air Force House Montreal..... 1977

CHARTRE—ABANDON DE:

The Gold Clothing Company Limited.. 1978

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

Ordonnance N° 41-E-42—Magog..... 1978

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

N° 13, 1942—Fabrication d'allumettes.. 1994

EXAMENS DU BARREAU:

Montréal: examen oral..... 1979
Saguenay: examen oral..... 1980
Saguenay: pratique du droit..... 1979

LETTRES PATENTES:

A. A. Drouin Incorporée..... 1966
La Cie Place Sans Bruit, Limitée..... 1967
Lynn MacLeod Metallurgy Limited.... 1967

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1965

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Brunelle vs Legault..... 1977
Gagnon vs Dupuis..... 1977

ORDERS IN COUNCIL:

1402—Garage employees in Montreal and Jésus Islands..... 1992
1404—Garage employees in Montreal and Jésus Islands..... 1991
1403—Furniture industry of Quebec.... 1992

MISCELLANEOUS NOTICE:

L'Association des Employés de l'Usine Cherrier de la Canadian Car Munitions Limited..... 1977

CHIEF-OFFICE:

Air Force House Montreal..... 1977

CHARTER —SURRENDER OF:

The Gold Clothing Company Limited.. 1978

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Order No. 41-E-42—Magog..... 1978

MINIMUM WAGE COMMISSIONS:

No. 13, 1942—Match industry..... 1994

BAR EXAMINATIONS:

Montreal: oral examination..... 1979
Saguenay: oral examination..... 1980
Saguenay: practice of the law..... 1979

LETTERS PATENT:

A. A. Drouin Incorporée..... 1966
La Cie Place Sans Bruit, Limitée..... 1967
Lynn MacLeod Metallurgy Limited.... 1967

New Calumet Mines Limited.....	1968	New Calumet Mines Limited.....	1968
René Paradis Broadcasting Corporation..	1968	René Paradis Broadcasting Corporation..	1968
Rio Dress Shops Ltd.....	1969	Rio Dress Shops Ltd.....	1969
Smith's Investment Corporation Ltd....	1969	Smith's Investment Corporation Ltd....	1969
Société d'Étude et de Conférences.....	1970	Société d'Étude et de Conférences.....	1970
Sunnyside Camp.....	1970	Sunnyside Camp.....	1970
Val Barette Woollen Mills Ltd.....	1971	Val Barette Woollen Mills Ltd.....	1971
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Lanrol Motors Limited.....	1971	Lanrol Motors Limited.....	1971
Parkdale Homes Development Corp.....	1972	Parkdale Homes Development Corp.....	1972
Regal Investments Limited.....	1972	Regal Investments Limited.....	1972
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:	
Linerie Coopérative Gentilly.....	1980	Linerie Coopérative Gentilly.....	1980
MINISTÈRE DU TRAVAIL:		DEPARTMENT OF LABOUR:	
Barbiers-coiffeurs de Salaberry de Valleyfield.....	1994	Barbers and hairdressers of Salaberry de Valleyfield.....	1994
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Nault, Joseph-Hector.....	1980	Nault, Joseph-Hector.....	1980
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.....	1980	Miscellaneous.....	1980
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Hébécourt, canton de.....	1982	Hébécourt, township of.....	1982
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Foucault vs Foucault <i>et al.</i>	1984	Foucault vs Foucault <i>et al.</i>	1984
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Bégin, canton de.....	1976	Bégin, township of.....	1976
St-Augustin, paroisse de.....	1974	St-Augustin, parish of.....	1974
Ste-Anne-de-Chicoutimi, village de.....	1975	Ste-Anne-de-Chicoutimi, village of.....	1975
St-Henri-de-Taillon, paroisse de.....	1972	St-Henri-de-Taillon, parish of.....	1972
Thetford Mines, cité de.....	1976	Thetford Mines, city of.....	1976
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
<i>Bedford:</i>		<i>Bedford:</i>	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Cabana.....	1985	Quebec Farm Loan Board vs Cabana....	1985
<i>Joliette:</i>		<i>Joliette:</i>	
La Commission des Accidents du Travail de Québec vs McDonald.....	1985	The Quebec Workmen's Compensation Commission vs McDonald.....	1985
La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence <i>et al</i> vs Beaudry.....	1986	La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence <i>et al</i> vs Beaudry.....	1986
<i>Montréal:</i>		<i>Montréal:</i>	
Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Dubois.....	1987	Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Dubois.....	1987
Décary vs Archambault.....	1986	Décary vs Archambault.....	1986
<i>Québec:</i>		<i>Québec:</i>	
Cité de Québec vs Beaulieu.....	1987	City of Quebec vs Beaulieu.....	1987
Cité de Québec vs Côté <i>et vir.</i>	1987	City of Quebec vs Côté <i>et vir.</i>	1987
Cité de Québec vs Després.....	1988	City of Quebec vs Després.....	1988
Cité de Québec vs Langevin.....	1988	City of Quebec vs Langevin.....	1988
<i>Roberval:</i>		<i>Roberval:</i>	
Tremblay vs La Filature de Métabetchouan, Limitée.....	1989	Tremblay vs La Filature de Métabetchouan, Limitée.....	1989

Saguenay:

Émile Côté Enrg. vs Héritiers F.-Odina
Lagueux..... 1989

Saguenay:

Émile Côté Enrg. vs Heirs of F.-Odina
Lagueux..... 1989

Terrebonne:

Jolicœur vs Gaudet..... 1989
Mathieu vs Dufort..... 1990

Terrebonne:

Jolicœur vs Gaudet..... 1989
Mathieu vs Dufort..... 1990

Trois-Rivières:

Gauthier *et al* vs Bourassa *et al*..... 1991

Trois-Rivières:

Gauthier *et al* vs Bourassa *et al*..... 1991

1333-o

1333-o

